

La responsabilité des prestataires de cloud face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'intelligence artificielle : enjeux juridiques et défis probatoires

Liability of Cloud Service Providers for Intellectual Property Infringements Generated by Artificial Intelligence:
Legal Issues and Evidentiary Challenges

Abir OMRI

Doctorante-chercheuse

Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settat - Université Hassan 1er de Settat

abir.omri.doc@uhp.ac.ma

Pr. Soumaya AKKOUR

Professeure de l'Enseignement Supérieur - Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settat -

Université Hassan 1er de Settat

Résumé

Le développement simultané du cloud computing et de l'intelligence artificielle générative transforme profondément les conditions de création, de stockage, de reproduction et de diffusion des œuvres protégées. Les systèmes d'IA reposent fréquemment sur des infrastructures cloud pour l'entraînement des modèles, l'hébergement des jeux de données, l'exécution des traitements et la mise à disposition des contenus générés. Dans cet environnement, les atteintes à la propriété intellectuelle peuvent résulter de la reproduction non autorisée d'œuvres protégées, de la génération de contenus substantiellement similaires à des œuvres préexistantes ou encore de la diffusion automatisée de créations litigieuses à grande échelle. La question devient alors particulièrement délicate lorsque le prestataire de cloud n'est ni l'auteur direct de l'atteinte ni le titulaire du système d'IA, mais demeure l'acteur technique qui rend possible l'hébergement, le traitement et parfois l'optimisation du service numérique. Cette contribution analyse, dans une perspective théorique et juridique, les conditions dans lesquelles la responsabilité des prestataires de cloud peut être déterminée face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'IA. Elle met en évidence les difficultés de qualification juridique du rôle du prestataire, les limites des régimes classiques de responsabilité et les défis probatoires liés à l'identification de l'auteur, à la traçabilité des contenus et à l'imputabilité de la violation. L'article défend l'idée que la responsabilité du prestataire cloud doit être appréciée selon son degré de contrôle, sa connaissance effective de l'atteinte, sa capacité d'intervention et son niveau de coopération probatoire.

Mots-clés : Cloud computing ; intelligence artificielle ; propriété intellectuelle ; responsabilité ; preuve numérique ; imputabilité.

Abstract

The simultaneous development of cloud computing and generative artificial intelligence is reshaping the legal conditions under which protected works are created, stored, reproduced and disseminated. AI systems often rely on cloud infrastructures for model training, data hosting, computational processing and the distribution of generated outputs. In such

an environment, intellectual property infringements may arise from unauthorized reproduction of protected works, the generation of outputs substantially similar to pre-existing works or the automated dissemination of disputed content at scale. The liability of cloud service providers is particularly difficult to assess because they are not necessarily the direct infringers, yet they provide the technical infrastructure enabling storage, processing and distribution. This article adopts a theoretical and legal approach to examine how the liability of cloud providers may be determined in cases of AI-generated intellectual property infringements. It highlights the difficulty of legally qualifying the provider's role, the limits of traditional liability regimes and the evidentiary challenges relating to identification, traceability and imputability. The article argues that the liability of cloud providers should be assessed according to their degree of control, effective knowledge of the infringement, capacity to intervene and level of evidentiary cooperation.

Keywords: Cloud computing; artificial intelligence; intellectual property; liability; digital evidence; imputability.

Introduction

La transformation numérique de l'économie contemporaine est marquée par une convergence structurelle entre le cloud computing et l'intelligence artificielle. Le cloud n'est plus seulement un espace de stockage externalisé; il est devenu une infrastructure centrale de traitement, d'entraînement, de déploiement et de diffusion des systèmes intelligents. Les entreprises, les administrations, les plateformes numériques et les acteurs créatifs recourent désormais à des ressources cloud pour héberger des bases de données massives, exécuter des modèles d'intelligence artificielle, générer des images, des textes, des sons, des codes informatiques ou encore des contenus audiovisuels. Cette évolution modifie profondément la chaîne technique de production et de circulation des œuvres, mais elle déplace aussi les frontières classiques de la responsabilité juridique.⁵¹²⁰

L'intelligence artificielle générative repose sur des processus techniques complexes. Elle peut être entraînée sur de très grands ensembles de données, parfois composés d'œuvres protégées par le droit d'auteur ou par des droits voisins. Elle peut ensuite produire des contenus susceptibles de reproduire des éléments substantiels d'œuvres antérieures, d'imiter un style, de générer des fragments textuels ou visuels similaires à des créations existantes, ou encore de faciliter la diffusion massive de contenus contrefaisants. Dès lors, la propriété intellectuelle se trouve confrontée à un double défi : protéger les titulaires de droits contre les usages non autorisés de leurs œuvres, tout en permettant l'innovation technologique et la circulation licite des connaissances. L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle souligne d'ailleurs que l'essor de l'IA générative rend plus nécessaire une infrastructure du droit d'auteur capable d'assurer la transparence, le consentement et la compensation des créateurs.⁵¹²¹

Dans cette chaîne technologique, les prestataires de cloud occupent une position ambivalente. D'un côté, ils apparaissent comme des intermédiaires techniques fournissant des ressources de calcul, de stockage, de réseau et d'hébergement. Ils ne choisissent pas nécessairement les œuvres utilisées pour entraîner un système d'IA, ne rédigent pas directement les requêtes et ne décident pas toujours de diffuser les contenus générés. D'un autre côté, certains fournisseurs de cloud ne se limitent plus à une fonction passive : ils proposent des services intégrés d'intelligence artificielle, des interfaces de génération de

⁵¹²⁰ C. Millard (dir.), Cloud Computing Law, Oxford University Press, 2013; S. Russell et P. Norvig, Artificial Intelligence: A Modern Approach, 4e éd., Pearson, 2021.

⁵¹²¹ Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), Artificial Intelligence and Intellectual Property, WIPO, 2024.

contenus, des environnements d'apprentissage automatique, des outils d'analyse, des bibliothèques de modèles et des mécanismes d'automatisation. Cette évolution rend incertaine la frontière entre simple neutralité technique et participation active à un service susceptible de produire des atteintes à la propriété intellectuelle.

La question de la responsabilité devient alors centrale. Les régimes classiques de responsabilité civile exigent généralement l'identification d'une faute, d'un dommage et d'un lien de causalité. Les règles relatives à la contrefaçon supposent, quant à elles, de démontrer une reproduction, une représentation ou une exploitation non autorisée d'une œuvre protégée. Or, dans l'environnement cloud et IA, ces éléments deviennent difficiles à établir. Le dommage peut être diffus, l'auteur peut être multiple, le processus génératif peut être opaque et les preuves techniques peuvent être dispersées entre plusieurs acteurs et plusieurs juridictions. La difficulté n'est donc pas uniquement de qualifier l'atteinte; elle est aussi de déterminer à qui elle peut être juridiquement imputée.⁵¹²²

La problématique retenue est la suivante : comment déterminer la responsabilité des prestataires de cloud en cas de violations de la propriété intellectuelle générées par l'intelligence artificielle, face aux difficultés de preuve et d'imputabilité? Cette problématique invite à dépasser une lecture purement technique du cloud pour analyser son rôle à travers le prisme de la responsabilité, du contrôle, de la connaissance effective de l'atteinte et de la coopération probatoire. Elle suppose également d'articuler le droit de la propriété intellectuelle, le droit des obligations, le droit du numérique, la cybersécurité, la preuve électronique et la régulation émergente de l'intelligence artificielle.

L'intérêt scientifique du sujet est important. Sur le plan théorique, il permet de renouveler la réflexion sur la responsabilité des intermédiaires numériques à l'ère de l'intelligence artificielle. Les catégories classiques d'hébergeur, de fournisseur technique, de sous-traitant numérique ou de prestataire d'infrastructure semblent insuffisantes lorsqu'un même acteur fournit à la fois l'environnement cloud, les outils d'IA, les services d'automatisation et parfois les mécanismes de distribution. Sur le plan pratique, l'étude concerne les titulaires de droits, les prestataires cloud, les développeurs d'IA, les utilisateurs professionnels et les juridictions appelées à apprécier des preuves numériques complexes. Sur le plan normatif, elle s'inscrit dans un contexte d'évolution du droit, marqué notamment par le Digital Services Act, l'AI Act européen, les exigences de traçabilité et les réflexions internationales sur l'IA et la propriété intellectuelle.⁵¹²³

Le cadre d'analyse peut être inscrit dans une perspective marocaine ouverte au droit comparé. Au Maroc, la loi n° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins constitue le socle de protection des œuvres, tandis que le Code des obligations et contrats permet d'appréhender les mécanismes généraux de responsabilité. La loi n° 05-20 relative à la cybersécurité, le décret n° 2-24-921 relatif au recours aux prestataires de services cloud par certaines entités sensibles, ainsi que la loi n° 09-08 relative à la protection des données à caractère personnel, montrent que le cloud est désormais un objet de régulation juridique et non plus seulement une solution technique. Toutefois, ces textes ne règlent pas directement la responsabilité

⁵¹²² A. Bensamoun et G. Loiseau, Droit du numérique : Contrats, innovation, données et gouvernance, Eyrolles, 2021; M. Vivant et J.-M. Bruguière, Droit d'auteur et droits voisins, Dalloz, 2023.

⁵¹²³ Union européenne, Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques (Digital Services Act), Journal officiel de l'Union européenne, 2022; Union européenne, Règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle (AI Act), Journal officiel de l'Union européenne, 2024.

des prestataires cloud face aux atteintes à la propriété intellectuelle générées par l'IA, ce qui justifie une approche doctrinale et prospective.⁵¹²⁴

Sur le plan méthodologique, cette étude adopte une approche théorique, juridique et analytique. Elle repose sur l'examen des textes relatifs à la propriété intellectuelle, à la responsabilité civile, au cloud computing, à la cybersécurité et à l'intelligence artificielle. Elle mobilise également une approche comparative en s'appuyant sur les orientations européennes et internationales, notamment en matière de responsabilité des intermédiaires, de transparence des systèmes d'IA et de protection des titulaires de droits. Cette méthode permet d'identifier les limites des régimes actuels, de comprendre les difficultés probatoires et de proposer des pistes de clarification du régime de responsabilité applicable aux prestataires cloud.

L'hypothèse défendue est que la responsabilité des prestataires de cloud ne peut être déterminée de manière uniforme. Elle doit dépendre du rôle concret joué par le prestataire dans la chaîne de production, d'hébergement ou de diffusion du contenu litigieux. Un prestataire purement passif, dépourvu de connaissance effective et de capacité raisonnable d'intervention, ne saurait être assimilé à l'auteur direct de la violation. En revanche, un prestataire qui propose des outils d'IA intégrés, optimise la génération de contenus, contrôle les conditions de diffusion ou refuse d'agir après notification d'une atteinte peut voir sa responsabilité renforcée. Ainsi, la solution réside moins dans une responsabilité automatique que dans une responsabilité graduée, fondée sur le contrôle, la connaissance, la diligence et la traçabilité.

Pour répondre à cette problématique, l'étude sera structurée autour de deux axes. La première partie analysera la difficile détermination de la responsabilité des prestataires de cloud face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'IA. Elle examinera la qualification juridique du rôle du prestataire et les limites des régimes classiques de responsabilité. La seconde partie sera consacrée aux défis probatoires et aux perspectives d'évolution du régime de responsabilité, en mettant l'accent sur l'identification de l'auteur, la preuve numérique, la traçabilité et la nécessité d'un encadrement juridique plus adapté.

1. La détermination de la responsabilité des prestataires de cloud face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'IA

La détermination de la responsabilité des prestataires de cloud suppose d'abord de clarifier leur place dans l'écosystème technique de l'intelligence artificielle. En matière numérique, la responsabilité ne peut être appréciée sans une analyse fonctionnelle du rôle joué par chaque acteur. Le prestataire cloud peut intervenir comme fournisseur d'infrastructure, hébergeur de données, opérateur de services applicatifs, distributeur d'outils d'IA ou partenaire contractuel d'un développeur. Chacune de ces fonctions correspond à un niveau différent de contrôle et donc à une intensité variable de responsabilité. La difficulté vient du fait que les services cloud contemporains combinent souvent plusieurs niveaux : infrastructure, plateforme, logiciel, modèle d'IA et outils d'intégration.

Le droit de la propriété intellectuelle est traditionnellement construit autour d'actes identifiables : reproduction, représentation, adaptation, distribution, communication au public ou mise à disposition. Dans un environnement cloud,

⁵¹²⁴ Loi n° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins, promulguée par le Dahir n° 1-00-20 du 15 février 2000, telle que modifiée et complétée; Loi n° 05-20 relative à la cybersécurité, promulguée par le Dahir n° 1-20-69 du 25 juillet 2020; Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, promulguée par le Dahir n° 1-09-15 du 18 février 2009; Décret n° 2-24-921 du 22 octobre 2024 relatif au recours aux prestataires de services cloud par les entités et infrastructures concernées.

ces actes peuvent être fragmentés. Une œuvre peut être copiée dans un jeu de données, stockée sur un serveur, transformée par un modèle d'IA, intégrée dans un résultat généré puis diffusée via une interface numérique. Chaque étape peut être opérée par un acteur différent. Le prestataire cloud se situe souvent en arrière-plan technique, mais il conserve parfois la maîtrise des environnements de calcul et des traces nécessaires à la preuve. Cette position intermédiaire explique l'incertitude de son régime de responsabilité.⁵¹²⁵

1.1. La qualification juridique complexe du rôle du prestataire de cloud

Le premier enjeu consiste à qualifier juridiquement le prestataire de cloud. Cette qualification détermine le régime applicable : responsabilité directe, responsabilité indirecte, responsabilité contractuelle, responsabilité délictuelle ou régime atténué applicable à certains intermédiaires numériques. Or, le cloud computing ne correspond pas à une catégorie juridique unique. Il désigne un ensemble de services techniques permettant l'accès à des ressources informatiques mutualisées, évolutives et disponibles à distance. Selon la nature du service, le prestataire peut être plus ou moins proche du contenu traité et plus ou moins capable d'intervenir sur les données hébergées.⁵¹²⁶

La doctrine distingue généralement plusieurs modèles : Infrastructure as a Service, Platform as a Service et Software as a Service. Dans le premier modèle, le prestataire fournit principalement des ressources de calcul, de stockage et de réseau. Dans le deuxième, il met à disposition un environnement technique permettant le développement et l'exécution d'applications. Dans le troisième, il propose directement un service applicatif utilisable par le client final. Cette distinction, issue de la technique, a des conséquences juridiques importantes. Plus le prestataire se rapproche de la couche applicative et du contrôle fonctionnel du service, plus il devient difficile de le considérer comme un simple intermédiaire passif.⁵¹²⁷

En matière d'intelligence artificielle, cette gradation est encore plus importante. Un fournisseur qui se limite à louer des serveurs pour l'entraînement d'un modèle ne joue pas le même rôle qu'un fournisseur qui propose un service complet de génération d'images, de textes ou de musiques. Dans le premier cas, il fournit une infrastructure; dans le second, il participe à l'organisation du service génératif. La qualification doit donc être concrète et non abstraite. Elle doit prendre en considération le degré d'intervention du prestataire dans la conception du service, l'accès aux données, la configuration du modèle, la surveillance des usages, la modération des contenus et la capacité de blocage ou de retrait.

Le Digital Services Act européen illustre cette logique en différenciant les obligations selon le rôle, la taille et l'impact du service dans l'écosystème numérique. Même si ce règlement ne vise pas spécifiquement tous les services cloud de manière uniforme, il consacre une méthode utile : les obligations doivent être proportionnées au rôle du prestataire et à sa capacité d'action. Cette approche permet d'éviter deux excès. Le premier serait d'exonérer systématiquement les prestataires cloud au motif qu'ils sont techniques. Le second serait de leur imposer une responsabilité générale pour tous les contenus générés par les utilisateurs ou par des systèmes d'IA hébergés sur leurs infrastructures.⁵¹²⁸

La qualification du prestataire de cloud doit aussi être distinguée de celle du fournisseur du modèle d'IA. Dans certains cas, ces deux fonctions sont exercées par le même groupe ou par des entités contractuellement liées. Dans d'autres cas, le cloud

⁵¹²⁵ Loi n° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins, précitée; World Intellectual Property Organization, WIPO Copyright Treaty, WIPO, 1996; World Trade Organization, Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights, WTO, 1994; P. Sirinelli, Propriété littéraire et artistique, Dalloz, 2022.

⁵¹²⁶ C. Millard (dir.), Cloud Computing Law, Oxford University Press, 2013.

⁵¹²⁷ C. Millard (dir.), op. cit., 2013.

⁵¹²⁸ Union européenne, Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques (Digital Services Act), Journal officiel de l'Union européenne, 2022.

est fourni par un acteur indépendant tandis que le modèle appartient à une autre entreprise. La confusion entre ces rôles peut conduire à une mauvaise imputation de la responsabilité. Le juge ou l'autorité compétente doit donc analyser la chaîne contractuelle et technique : qui a entraîné le modèle? qui a choisi les données? qui a formulé la requête? qui a généré le contenu? qui l'a stocké? qui l'a rendu accessible? qui pouvait empêcher ou retirer le contenu litigieux?

1.1.1. Le prestataire de cloud comme intermédiaire technique

Dans son acception la plus classique, le prestataire de cloud apparaît comme un intermédiaire technique. Il fournit des ressources informatiques nécessaires au fonctionnement d'un service numérique, sans intervenir directement dans le choix des contenus. Cette fonction se rapproche de celle de l'hébergeur ou du fournisseur d'infrastructure. Le prestataire ne crée pas l'œuvre litigieuse, ne détermine pas nécessairement les finalités du traitement et n'a pas toujours connaissance des données hébergées. Cette neutralité technique justifie l'existence de régimes de responsabilité atténuée dans plusieurs systèmes juridiques, notamment lorsque l'intermédiaire n'a pas connaissance effective du caractère illicite du contenu et agit rapidement après notification.⁵¹²⁹

Toutefois, la neutralité ne doit pas être présumée de manière absolue. Le cloud computing repose sur des contrats, des politiques d'usage acceptable, des mécanismes de sécurité, des outils de surveillance et des capacités d'administration. Le prestataire dispose souvent de moyens techniques lui permettant de suspendre un compte, de bloquer un service, de conserver des journaux d'activité ou de coopérer avec une autorité judiciaire. Même s'il n'a pas vocation à surveiller tous les contenus de manière générale, il peut devenir juridiquement responsable lorsqu'il est informé d'une atteinte précise et qu'il ne prend aucune mesure raisonnable. La connaissance effective constitue alors un critère central de passage d'une neutralité technique à une responsabilité potentielle.

Dans le domaine de la propriété intellectuelle, cette connaissance peut résulter d'une notification du titulaire de droits, d'une décision judiciaire, d'un signalement circonstancié ou d'un mécanisme interne de détection. La difficulté réside dans la qualité de l'information fournie. Une simple allégation générale d'utilisation d'œuvres protégées ne suffit pas toujours à déclencher une obligation d'intervention, surtout lorsque l'atteinte suppose une analyse juridique complexe. En revanche, une notification précise identifiant l'œuvre protégée, le contenu litigieux, l'URL ou l'environnement cloud concerné, ainsi que les éléments de similarité, peut renforcer l'obligation de diligence du prestataire. La responsabilité devient alors liée à la réaction du prestataire après notification.

Cette approche est cohérente avec l'idée selon laquelle le prestataire cloud ne doit pas être transformé en juge permanent de la licéité des contenus. Une obligation générale de surveillance serait techniquement lourde, économiquement coûteuse et juridiquement problématique au regard des libertés numériques. Mais l'absence totale d'obligation de coopération priverait les titulaires de droits de toute efficacité dans l'environnement cloud. La solution doit donc être intermédiaire : pas de responsabilité automatique du prestataire pour toute violation générée par l'IA, mais une responsabilité possible en cas de connaissance effective, d'inaction fautive ou de contribution technique active à la persistance de l'atteinte.

1.1.2. Le prestataire de cloud comme acteur actif dans les services d'IA

La situation change lorsque le prestataire cloud ne se limite plus à fournir une infrastructure. Certains acteurs proposent désormais des services intégrés d'IA, des modèles pré-entraînés, des interfaces de génération, des outils de traitement de données et des environnements automatisés de déploiement. Dans ce cas, le prestataire n'est plus seulement le propriétaire

⁵¹²⁹ Union européenne, Règlement (UE) 2022/2065 (Digital Services Act), précité.

des serveurs; il devient l'architecte d'un écosystème technologique permettant la production de contenus. Cette évolution justifie une analyse plus exigeante de sa responsabilité, car le prestataire peut influencer les conditions de génération, les garde-fous techniques, les filtres de contenu, les politiques d'utilisation et les modalités de conservation des preuves.⁵¹³⁰

L'AI Act européen adopte une logique de responsabilité distribuée entre les différents opérateurs de la chaîne de valeur de l'intelligence artificielle, notamment les fournisseurs et les déployeurs de systèmes d'IA. Même si le prestataire cloud n'est pas toujours assimilable à un fournisseur d'IA au sens strict, cette approche montre que la responsabilité doit suivre le contrôle effectif. Celui qui conçoit, met sur le marché, déploie ou influence substantiellement le fonctionnement d'un système doit assumer des obligations proportionnées à son rôle. Appliquée au cloud, cette logique conduit à examiner si le prestataire fournit uniquement une capacité technique ou s'il participe à la mise en œuvre opérationnelle du système génératif.⁵¹³¹

Lorsque le prestataire propose lui-même des outils de génération de contenus, il doit anticiper les risques de violation de la propriété intellectuelle. Cette anticipation peut se traduire par des clauses contractuelles interdisant l'usage illicite d'œuvres protégées, des mécanismes de filtrage raisonnables, des dispositifs de traçabilité, des procédures de notification et de retrait, ainsi que des obligations de coopération avec les titulaires de droits. Le défaut de mise en place de ces mesures, surtout lorsque le service est conçu pour générer massivement des contenus créatifs, peut être analysé comme un manquement à une obligation de diligence.⁵¹³²

La responsabilité du prestataire actif ne signifie pas nécessairement qu'il devient responsable de tous les résultats générés par les utilisateurs. Elle signifie plutôt que son comportement doit être apprécié à partir de son pouvoir d'organisation. S'il crée un environnement qui facilite les atteintes répétées, s'il ignore des signalements précis, s'il ne conserve aucune trace exploitable ou s'il organise contractuellement son irresponsabilité totale, son rôle ne peut plus être réduit à une pure neutralité. Le critère pertinent devient alors celui de la maîtrise raisonnable du risque : plus le prestataire dispose de moyens pour prévenir, limiter ou documenter les violations, plus son obligation de diligence doit être élevée.

1.2. Les limites des régimes classiques de responsabilité face aux atteintes générées par l'IA

Les régimes classiques de responsabilité ont été conçus pour des situations dans lesquelles l'auteur du dommage, l'acte illicite et le lien de causalité peuvent être identifiés avec une relative précision. L'intelligence artificielle générative et le cloud computing compliquent ce schéma. La violation peut résulter d'une combinaison entre les données d'entraînement, les paramètres du modèle, la requête formulée par l'utilisateur, l'algorithme de génération, les filtres appliqués, l'hébergement cloud et la diffusion du résultat. Cette fragmentation rend difficile la mise en œuvre des catégories traditionnelles de faute, de causalité et d'imputabilité.⁵¹³³

⁵¹³⁰ National Institute of Standards and Technology, Artificial Intelligence Risk Management Framework (AI RMF 1.0), U.S. Department of Commerce, 2023; S. Russell et P. Norvig, Artificial Intelligence: A Modern Approach, 4e éd., Pearson, 2021.

⁵¹³¹ Union européenne, Règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle (AI Act), Journal officiel de l'Union européenne, 2024.

⁵¹³² National Institute of Standards and Technology, Artificial Intelligence Risk Management Framework (AI RMF 1.0), 2023; A. Bensamoun et G. Loiseau, Droit du numérique : Contrats, innovation, données et gouvernance, Eyrolles, 2021.

⁵¹³³ R. Abbott, The Reasonable Robot: Artificial Intelligence and the Law, Cambridge University Press, 2020; K. Crawford, Atlas of AI: Power, Politics, and the Planetary Costs of Artificial Intelligence, Yale University Press, 2021.

La propriété intellectuelle repose également sur des notions qui deviennent délicates dans l'environnement génératif. Il faut déterminer si le résultat produit par l'IA reproduit une œuvre protégée, s'il constitue une simple inspiration, s'il reprend des éléments originaux, s'il relève d'une exception ou s'il s'agit d'une création autonome. Ces questions sont déjà complexes entre auteurs humains; elles le deviennent davantage lorsque le contenu est produit par un système probabiliste. Le prestataire cloud, situé en arrière-plan technique, n'est pas toujours en mesure d'apprécier juridiquement la similarité substantielle entre une œuvre protégée et une sortie générée par l'IA.⁵¹³⁴

1.2.1. L'insuffisance des règles classiques de la responsabilité civile

En droit civil, la responsabilité suppose généralement la réunion de trois éléments : un fait générateur, un dommage et un lien de causalité. Dans l'hypothèse d'une violation de propriété intellectuelle générée par l'IA, ces éléments existent en apparence, mais leur démonstration est particulièrement difficile. Le dommage peut consister dans une perte économique, une atteinte au monopole d'exploitation, une dilution de la valeur de l'œuvre, une concurrence déloyale ou une atteinte morale. Le fait générateur peut être l'utilisation non autorisée d'une œuvre, la génération d'un contenu similaire ou la mise à disposition d'un fichier illicite. Le lien causal, en revanche, est souvent le plus difficile à établir.⁵¹³⁵

Le prestataire cloud peut soutenir que le dommage résulte du comportement de l'utilisateur, du fournisseur du modèle d'IA ou du développeur qui a entraîné l'algorithme. Le titulaire de droits peut répondre que le prestataire a permis matériellement l'hébergement, le traitement ou la diffusion du contenu. Cette opposition révèle l'insuffisance d'une causalité purement matérielle. Si toute infrastructure technique devient causalement impliquée dans un dommage numérique, la responsabilité risque de s'étendre indéfiniment. Il faut donc distinguer la causalité matérielle, qui peut être très large, de l'imputabilité juridique, qui suppose un lien plus qualifié entre le comportement du prestataire et l'atteinte.

La faute du prestataire peut prendre plusieurs formes : défaut de réaction après notification, absence de conservation des preuves, violation d'une obligation contractuelle de sécurité, non-respect d'une décision judiciaire, assistance technique consciente à une activité illicite ou refus de coopérer avec l'autorité compétente. En revanche, le seul fait de fournir une infrastructure cloud utilisée par un tiers pour commettre une violation ne devrait pas suffire à engager automatiquement la responsabilité du prestataire. Une telle automaticité ferait peser sur les acteurs techniques une charge excessive et pourrait freiner l'innovation numérique.

La responsabilité contractuelle joue également un rôle important. Les contrats de cloud contiennent généralement des clauses relatives aux usages interdits, à la propriété des contenus, à la limitation de responsabilité, à la sécurité, à la résiliation, aux audits et à la coopération. Ces clauses organisent les relations entre le prestataire et son client, mais elles ne suffisent pas toujours à protéger les titulaires de droits tiers. L'enjeu est donc d'articuler le contrat et la responsabilité extracontractuelle. Le prestataire peut limiter sa responsabilité contractuelle vis-à-vis de son client, mais il ne devrait pas pouvoir se soustraire à toute obligation légale de coopération lorsqu'une atteinte précise aux droits d'autrui est démontrée.⁵¹³⁶

Le droit marocain, à travers le Code des obligations et contrats, offre des catégories générales de responsabilité qui peuvent être mobilisées. Toutefois, ces catégories restent générales et ne répondent pas spécifiquement aux questions posées par le

⁵¹³⁴ J. C. Ginsburg et L. A. Budiardjo, « Authors and Machines », Berkeley Technology Law Journal, vol. 34, n° 2, 2019, p. 343-448; R. Abbott, op. cit., 2020.

⁵¹³⁵ A. Bensamoun et G. Loiseau, op. cit., 2021.

⁵¹³⁶ C. Millard (dir.), op. cit., 2013; A. Bensamoun et G. Loiseau, op. cit., 2021.

cloud et l'IA. La loi n° 05-20 relative à la cybersécurité et le décret n° 2-24-921 sur le recours aux prestataires cloud par certaines entités sensibles montrent une tendance vers la responsabilisation des prestataires technologiques, mais principalement sous l'angle de la sécurité et de la souveraineté numérique. La propriété intellectuelle générée ou violée par l'IA nécessite encore une construction doctrinale et jurisprudentielle plus précise.⁵¹³⁷

1.2.2. Les difficultés d'application du droit de la propriété intellectuelle aux contenus générés par l'IA

Le droit d'auteur protège les œuvres originales, c'est-à-dire les créations de forme portant l'empreinte de la personnalité de leur auteur. L'intelligence artificielle générative perturbe cette conception car elle produit des contenus sans intention créatrice humaine directe au moment de la génération. La première difficulté consiste à savoir si le contenu généré par l'IA peut lui-même être protégé. La seconde, plus importante pour le présent sujet, consiste à déterminer si ce contenu porte atteinte à des œuvres préexistantes. En pratique, une sortie d'IA peut reproduire des passages, des structures, des images, des mélodies ou des éléments visuels proches d'une œuvre protégée, sans que l'utilisateur ait nécessairement voulu copier cette œuvre.⁵¹³⁸

La violation peut intervenir à deux niveaux. Le premier niveau est celui de l'entraînement du modèle. Si des œuvres protégées sont intégrées dans les jeux de données sans autorisation, la question de la reproduction technique et de l'éventuelle exception de fouille de textes et de données se pose. Le second niveau est celui de la sortie générée. Même si l'entraînement était licite, le résultat produit peut être contrefaisant s'il reprend des éléments originaux d'une œuvre protégée. Le prestataire cloud peut être impliqué à l'un ou l'autre niveau : il peut héberger les données d'entraînement, fournir la puissance de calcul, stocker le modèle, exécuter les requêtes ou diffuser les sorties.⁵¹³⁹

Le droit européen a commencé à répondre à certains aspects de cette problématique. La directive 2019/790 sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique encadre notamment certaines pratiques de fouille de textes et de données, tandis que l'AI Act impose aux fournisseurs de modèles d'IA à usage général certaines obligations de transparence, notamment en lien avec les contenus utilisés pour l'entraînement. Ces instruments ne règlent toutefois pas entièrement la responsabilité des prestataires cloud. Ils confirment surtout que la transparence des données, la documentation des modèles et la traçabilité des opérations deviennent essentielles pour permettre l'exercice effectif des droits de propriété intellectuelle.⁵¹⁴⁰

Dans le contexte marocain, la loi n° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins protège les œuvres et organise les droits patrimoniaux et moraux. Cependant, elle n'a pas été conçue pour les hypothèses spécifiques de génération automatisée, d'entraînement massif de modèles ou d'hébergement cloud de systèmes d'IA. Cette situation ne signifie pas que les titulaires de droits sont dépourvus de protection, mais que l'application des règles existantes exige un effort d'interprétation. Il faut notamment déterminer si les actes techniques réalisés dans le cloud constituent des reproductions

⁵¹³⁷ Loi n° 05-20 relative à la cybersécurité, précitée; Décret n° 2-24-921 du 22 octobre 2024 relatif au recours aux prestataires de services cloud, précité.

⁵¹³⁸ P. Sirinelli, Propriété littéraire et artistique, Dalloz, 2022; J. C. Ginsburg et L. A. Budiardjo, art. préc., 2019; M. Vivant et J.-M. Bruguière, Droit d'auteur et droits voisins, Dalloz, 2023.

⁵¹³⁹ Directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique, Journal officiel de l'Union européenne.

⁵¹⁴⁰ Directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique, Journal officiel de l'Union européenne; Union européenne, Règlement (UE) 2024/1689 (AI Act), précité.

juridiquement pertinentes, si la mise à disposition d'une sortie générée équivaut à une communication au public et si le prestataire cloud peut être qualifié de participant à l'exploitation illicite.⁵¹⁴¹

La difficulté est renforcée par la question de l'originalité et de la similarité substantielle. Une IA peut produire un résultat qui ressemble fortement à une œuvre sans en reproduire exactement les éléments. La preuve de la contrefaçon exige alors une comparaison fine entre l'œuvre protégée et le contenu généré. Cette comparaison peut nécessiter une expertise technique et artistique. Le prestataire cloud, de son côté, peut ne pas être en mesure d'évaluer la contrefaçon sans une décision judiciaire ou une notification très circonstanciée. Cette réalité plaide pour un régime de responsabilité graduée : l'obligation du prestataire ne doit pas être de trancher toutes les questions de propriété intellectuelle, mais de préserver les preuves, coopérer et agir en présence d'une atteinte manifestement identifiée.⁵¹⁴²

La question des droits voisins et des attributs de la personnalité mérite également attention. Les contenus générés par IA peuvent imiter une voix, une image, une prestation artistique ou un style associé à un créateur. Ces atteintes ne relèvent pas toujours strictement du droit d'auteur; elles peuvent mobiliser les droits voisins, le droit à l'image, la concurrence déloyale ou la responsabilité civile. Le prestataire cloud peut être sollicité pour retirer des fichiers, identifier un compte ou conserver les traces de génération. Cette pluralité de fondements juridiques renforce encore la nécessité de mécanismes probatoires fiables.⁵¹⁴³

2. Les défis probatoires et les perspectives d'évolution du régime de responsabilité des prestataires de cloud

La seconde dimension du sujet concerne la preuve. En droit numérique, l'effectivité de la responsabilité dépend largement de la capacité à établir les faits. Une règle de responsabilité peut être théoriquement satisfaisante mais pratiquement inefficace si le titulaire des droits ne peut pas identifier l'auteur de la violation, localiser le contenu litigieux, prouver la reproduction, accéder aux journaux d'activité ou démontrer le rôle du prestataire cloud. La preuve devient donc le cœur opérationnel de la responsabilité.

Les atteintes à la propriété intellectuelle générées par l'IA sont particulièrement difficiles à prouver en raison de l'opacité des modèles, de la volatilité des données, de la dispersion internationale des serveurs et de la multiplicité des intervenants. Les preuves peuvent exister sous forme de logs, métadonnées, historiques de requêtes, empreintes numériques, versions de modèles, fichiers temporaires ou traces d'accès. Mais ces éléments sont souvent détenus par les prestataires techniques eux-mêmes. Le titulaire de droits se trouve ainsi dans une situation d'asymétrie informationnelle : il subit ou constate l'atteinte, mais il ne possède pas les informations nécessaires pour l'imputer.⁵¹⁴⁴

2.1. Les défis probatoires liés aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'IA

Les défis probatoires se manifestent à plusieurs niveaux. Il faut d'abord prouver l'existence d'une œuvre protégée et l'atteinte portée à cette œuvre. Il faut ensuite démontrer que le contenu litigieux a été généré, stocké ou diffusé à travers un service déterminé. Il faut enfin établir le lien entre l'utilisateur, le système d'IA, le prestataire cloud et la violation. Cette

⁵¹⁴¹ Loi n° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins, précitée.

⁵¹⁴² S. Dusollier, Droit d'auteur et protection des œuvres dans l'univers numérique, Larcier, 2020; M. Vivant et J.-M. Bruguière, op. cit., 2023; T. Aplin et L. Bently, Global Mandatory Fair Use: The Nature and Scope of the Right to Quote Copyright Works, Cambridge University Press, 2020.

⁵¹⁴³ Loi n° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins, précitée; P. Sirinelli, op. cit., 2022.

⁵¹⁴⁴ National Institute of Standards and Technology, AI RMF 1.0, précité; K. Crawford, op. cit., 2021.

dernière étape est la plus sensible, car elle suppose de transformer des traces techniques en preuves juridiquement exploitables.

La preuve numérique n'est pas seulement une question de collecte. Elle exige la conservation de l'intégrité des éléments, la traçabilité de leur origine, la datation, l'identification des accès, la protection contre l'altération et la possibilité de contradiction. Dans un contentieux relatif à l'IA, les preuves peuvent être contestées au motif qu'elles sont incomplètes, modifiables, non horodatées ou issues d'un système opaque. La responsabilité des prestataires cloud dépend donc aussi de leur capacité à organiser une preuve fiable, documentée et opposable.⁵¹⁴⁵

2.1.1. La difficulté d'identifier l'auteur de la violation

L'identification de l'auteur est l'une des difficultés majeures. Dans un schéma classique de contrefaçon, l'auteur de l'acte illicite est souvent celui qui reproduit, vend, diffuse ou communique l'œuvre sans autorisation. Dans l'environnement IA-cloud, plusieurs acteurs peuvent intervenir successivement ou simultanément. L'utilisateur formule une requête, le modèle génère un résultat, le fournisseur du modèle détermine l'architecture algorithmique, le prestataire cloud fournit l'infrastructure, et une plateforme peut ensuite diffuser le contenu. L'auteur juridique de la violation ne se confond donc pas nécessairement avec l'acteur technique qui a rendu l'acte possible.

L'IA introduit également un effet d'autonomie apparente. Le contenu litigieux semble être produit par la machine, mais la machine n'est pas un sujet de droit responsable. L'imputabilité doit donc être recherchée du côté des personnes physiques ou morales qui conçoivent, exploitent, utilisent ou contrôlent le système. Cette recherche peut conduire vers l'utilisateur lorsqu'il a volontairement demandé la reproduction d'une œuvre protégée, vers le fournisseur du modèle lorsqu'il a organisé un système générant régulièrement des contenus contrefaisants, ou vers le prestataire cloud lorsqu'il a participé activement au service ou a refusé d'agir après connaissance de l'atteinte.⁵¹⁴⁶

La difficulté tient au fait que les utilisateurs peuvent être anonymes, utiliser des comptes temporaires, accéder au service depuis plusieurs pays ou effacer les contenus litigieux. Les systèmes cloud peuvent répartir les données entre plusieurs centres de données et plusieurs sous-traitants. Les logs peuvent être conservés pour une durée limitée. Certaines requêtes peuvent ne pas être stockées pour des raisons de confidentialité ou de protection des données personnelles. La preuve de l'identité de l'auteur suppose donc une politique de conservation équilibrée, permettant à la fois la protection de la vie privée et la défense des droits de propriété intellectuelle.⁵¹⁴⁷

L'imputabilité ne doit pas être confondue avec la simple identification technique. Connaître l'adresse IP ou le compte utilisateur ne suffit pas toujours à établir la responsabilité juridique. Il faut encore démontrer que la personne identifiée a effectivement généré ou diffusé le contenu litigieux, qu'elle avait la maîtrise de l'acte et que cet acte constitue une violation. Dans certains cas, l'utilisateur peut soutenir qu'il ignorait l'origine protégée du contenu généré. Dans d'autres, le prestataire peut soutenir qu'il n'avait aucune connaissance de la violation. Le débat probatoire devient alors un débat sur la connaissance, la prévisibilité et la diligence.

⁵¹⁴⁵ A. Bensamoun et G. Loiseau, op. cit., 2021; National Institute of Standards and Technology, AI RMF 1.0, précité.

⁵¹⁴⁶ R. Abbott, op. cit., 2020.

⁵¹⁴⁷ Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, précitée; Commission Nationale de Contrôle de la Protection des Données à Caractère Personnel (CNDP), Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, 2023.

L'opacité des systèmes d'IA renforce cette difficulté. Les modèles génératifs ne produisent pas toujours des résultats identiques à partir d'une même requête. Leur fonctionnement probabiliste peut rendre difficile la reproduction exacte du processus ayant conduit au contenu litigieux. Pour établir l'imputabilité, il peut être nécessaire de conserver la version du modèle, la requête, les paramètres, le contexte, les filtres appliqués et l'horodatage de la génération. Sans ces éléments, il devient difficile de savoir si le contenu litigieux résulte d'un usage intentionnel, d'un défaut du modèle, d'un entraînement problématique ou d'une diffusion ultérieure.⁵¹⁴⁸

2.1.2. La complexité de la preuve numérique dans l'environnement cloud

La preuve numérique dans l'environnement cloud repose principalement sur des traces techniques. Les logs d'accès, les métadonnées, les empreintes numériques, les historiques de requêtes, les journaux d'administration et les rapports d'incident peuvent permettre de reconstituer la chaîne des événements. Toutefois, ces éléments ne sont pas toujours accessibles au titulaire de droits. Ils sont souvent détenus par le prestataire cloud, par le fournisseur du modèle ou par le client professionnel. Cette asymétrie justifie l'importance d'obligations de conservation et de coopération probatoire.⁵¹⁴⁹

Les logs ont une valeur particulière. Ils peuvent indiquer la date de création d'un fichier, l'identité d'un compte, l'adresse de connexion, le service utilisé, les actions réalisées, les modifications opérées et les accès réussis. Mais leur force probante dépend de leur fiabilité. Des logs incomplets, non horodatés, non sécurisés ou facilement modifiables peuvent être contestés. Il est donc nécessaire que les prestataires cloud mettent en place des mécanismes d'intégrité, d'horodatage, de contrôle d'accès et de conservation proportionnée. La preuve ne doit pas être improvisée après le litige; elle doit être intégrée dès la conception du service.

La conservation des preuves soulève cependant des tensions juridiques. D'un côté, les titulaires de droits ont besoin d'éléments techniques pour établir la violation. De l'autre, la conservation excessive de données peut porter atteinte à la vie privée, au secret des affaires ou à la sécurité des systèmes. La loi n° 09-08 au Maroc, comme le RGPD dans l'Union européenne, impose des principes de finalité, de proportionnalité et de limitation de conservation. Le défi consiste donc à définir des durées et des catégories de traces adaptées au risque, sans instaurer une surveillance générale des utilisateurs.⁵¹⁵⁰

La preuve est également compliquée par la localisation des données. Les environnements cloud peuvent être transfrontaliers. Les données peuvent être hébergées dans un pays, traitées dans un autre et consultées depuis un troisième. Cette dispersion pose des questions de compétence juridictionnelle, de loi applicable, de transfert de données et d'exécution des décisions judiciaires. Le décret marocain n° 2-24-921 relatif au recours aux prestataires de services cloud par certaines entités et infrastructures sensibles montre l'importance croissante de la localisation, de la qualification des prestataires et de la maîtrise des données sensibles. Même si ce décret vise prioritairement la cybersécurité et la souveraineté numérique, sa logique peut inspirer la réflexion sur la preuve et la coopération des prestataires cloud.⁵¹⁵¹

Le recours à l'expertise technique devient souvent indispensable. Un expert peut comparer les œuvres, analyser les métadonnées, vérifier les logs, examiner les paramètres d'un modèle, apprécier la vraisemblance d'une reproduction ou

⁵¹⁴⁸ S. Russell et P. Norvig, op. cit., 2021; National Institute of Standards and Technology, AI RMF 1.0, précité.

⁵¹⁴⁹ C. Millard (dir.), op. cit., 2013.

⁵¹⁵⁰ Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, précitée; CNDP, op. cit., 2023.

⁵¹⁵¹ Décret n° 2-24-921 du 22 octobre 2024 relatif au recours aux prestataires de services cloud, précité.

reconstituer la trajectoire d'un contenu. Toutefois, l'expertise se heurte elle-même à l'opacité des systèmes et au secret des affaires. Les fournisseurs d'IA peuvent refuser de divulguer certains éléments relatifs aux données d'entraînement ou à l'architecture des modèles. Les prestataires cloud peuvent invoquer la confidentialité des autres clients ou la sécurité de l'infrastructure. Il faut donc organiser un équilibre entre la protection des secrets légitimes et l'accès effectif à la preuve.

La traçabilité des contenus générés par l'IA constitue une piste importante. Les techniques de marquage, d'empreinte numérique, de watermarking ou de provenance des contenus peuvent aider à identifier qu'un contenu a été généré par un système d'IA et à reconstituer son origine. Toutefois, ces techniques ne sont pas infaillibles. Elles peuvent être supprimées, contournées ou altérées. Elles posent également des questions de standardisation et d'interopérabilité. L'AI Act met en avant des obligations de transparence pour certains contenus générés ou manipulés artificiellement, mais l'efficacité de ces obligations dépendra largement de leur traduction technique et de leur adoption par les acteurs de la chaîne numérique.⁵¹⁵²

2.2. Les perspectives d'évolution du régime de responsabilité des prestataires de cloud

Face aux limites constatées, l'évolution du régime de responsabilité des prestataires cloud doit poursuivre un double objectif : préserver la neutralité légitime des intermédiaires purement techniques et renforcer la responsabilité des acteurs qui disposent d'un pouvoir réel de contrôle. Une responsabilité excessive risquerait de transformer les prestataires cloud en contrôleurs généraux de tous les contenus numériques. Une irresponsabilité excessive rendrait impossible la protection effective des titulaires de droits. La solution doit donc être fondée sur une responsabilité graduée, fonctionnelle et probatoire.

Cette évolution suppose également de dépasser l'opposition entre innovation et protection. La protection de la propriété intellectuelle ne doit pas être pensée comme un obstacle à l'intelligence artificielle, mais comme une condition de confiance dans l'économie numérique. Les créateurs, les entreprises technologiques et les utilisateurs ont intérêt à disposer de règles claires, de procédures rapides et de preuves fiables. L'incertitude juridique nuit autant aux titulaires de droits qu'aux prestataires cloud, car elle augmente les risques contentieux et fragilise les investissements.⁵¹⁵³

2.2.1. Vers une clarification du statut juridique du prestataire de cloud

La première piste consiste à clarifier le statut juridique du prestataire cloud selon son rôle concret. Le droit devrait distinguer au moins trois situations. La première est celle du prestataire purement infrastructurel, qui fournit des ressources techniques sans intervenir dans les contenus ni dans les modèles d'IA. Sa responsabilité devrait être limitée, sauf connaissance effective de l'atteinte et absence de réaction raisonnable. La deuxième est celle du prestataire plateforme, qui fournit un environnement technique structuré permettant le déploiement de systèmes d'IA par des tiers. Sa responsabilité devrait dépendre de ses obligations contractuelles, de ses politiques de contrôle et de sa coopération. La troisième est celle du prestataire intégré, qui fournit lui-même des services d'IA générative. Dans ce cas, des obligations renforcées de prévention, de transparence et de traçabilité peuvent être justifiées.⁵¹⁵⁴

Cette classification permettrait d'éviter l'insécurité juridique. Elle offrirait aux titulaires de droits un cadre pour orienter leurs actions et aux prestataires cloud une visibilité sur leurs obligations. Elle permettrait aussi aux juges de raisonner à partir de

⁵¹⁵² Union européenne, Règlement (UE) 2024/1689 (AI Act), précité.

⁵¹⁵³ Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), Artificial Intelligence and Intellectual Property, WIPO, 2024.

⁵¹⁵⁴ C. Millard (dir.), op. cit., 2013; Union européenne, Règlement (UE) 2022/2065 (Digital Services Act), précité; Union européenne, Règlement (UE) 2024/1689 (AI Act), précité.

critères concrets : degré de contrôle, rôle dans la génération, capacité de retrait, connaissance de l'atteinte, profit tiré du service litigieux et diligence après notification. Ces critères sont plus adaptés que les catégories abstraites de neutralité ou de complicité.

Une clarification du statut devrait également intégrer le mécanisme de notification et de retrait. Lorsqu'un titulaire de droits signale une violation précise, le prestataire cloud devrait disposer d'une procédure permettant de recevoir la notification, d'évaluer son caractère suffisamment motivé, de préserver les preuves, d'informer le client concerné lorsque cela est juridiquement possible, puis d'agir de manière proportionnée. L'action peut consister à suspendre l'accès au contenu, à bloquer une diffusion, à conserver les traces ou à exécuter une décision judiciaire. L'absence de procédure claire peut constituer un indice de défaut de diligence.⁵¹⁵⁵

La notification ne doit cependant pas devenir un outil d'abus. Les contenus générés par IA peuvent susciter des contestations complexes, notamment lorsque la similarité est discutée ou lorsque des exceptions sont invoquées. Le prestataire cloud ne doit pas être incité à retirer systématiquement tout contenu au moindre signalement, au risque de porter atteinte à la liberté d'expression, à la concurrence et à l'innovation. Il faut donc prévoir des garanties procédurales : notification motivée, contre-notification, conservation de la preuve, recours judiciaire et proportionnalité des mesures.

La contractualisation constitue un deuxième levier de clarification. Les contrats cloud devraient intégrer des clauses relatives aux usages interdits en matière de propriété intellectuelle, à la conservation des preuves, à la coopération judiciaire, à la localisation des données, à la sous-traitance, à la réversibilité, aux audits et aux incidents. Ces clauses ne doivent pas se limiter à protéger le prestataire contre toute responsabilité; elles doivent organiser une chaîne de diligence. Dans les services d'IA, les contrats devraient aussi préciser les responsabilités relatives aux données d'entraînement, aux contenus générés, aux garanties de non-contrefaçon, aux mécanismes de filtrage et aux obligations d'information des utilisateurs.⁵¹⁵⁶

2.2.2. Vers un renforcement des obligations de traçabilité, de coopération et d'auditabilité

La deuxième piste d'évolution concerne la preuve. La responsabilité ne peut être effective sans accès aux éléments techniques nécessaires à l'imputabilité. Les prestataires cloud devraient donc être soumis à des obligations raisonnables de traçabilité, adaptées à la nature du service et au niveau de risque. Il ne s'agit pas d'imposer une surveillance générale des contenus, mais de garantir que les opérations essentielles puissent être documentées en cas de litige. Cette obligation pourrait concerner les logs d'accès, les historiques de génération, les métadonnées des fichiers, les versions de modèles utilisées et les mesures prises après notification.⁵¹⁵⁷

L'auditabilité doit devenir un principe structurant. Un service cloud ou IA qui ne conserve aucune trace exploitable crée une zone d'irresponsabilité. À l'inverse, un service documenté permet de répartir plus justement les responsabilités. L'auditabilité ne signifie pas transparence totale du code source ou des secrets industriels; elle signifie capacité à produire, sous contrôle juridique approprié, les informations nécessaires pour vérifier un fait litigieux. Des mécanismes de tiers de confiance, d'expertise sous confidentialité ou de transmission judiciaire encadrée peuvent permettre de concilier l'accès à la preuve et la protection du secret des affaires.⁵¹⁵⁸

⁵¹⁵⁵ Union européenne, Règlement (UE) 2022/2065 (Digital Services Act), précité.

⁵¹⁵⁶ C. Millard (dir.), op. cit., 2013; A. Bensamoun et G. Loiseau, op. cit., 2021.

⁵¹⁵⁷ National Institute of Standards and Technology, AI RMF 1.0, précité; Union européenne, Règlement (UE) 2024/1689 (AI Act), précité.

⁵¹⁵⁸ National Institute of Standards and Technology, AI RMF 1.0, précité.

La coopération avec les titulaires de droits et les autorités doit également être renforcée. Les prestataires cloud sont souvent les seuls à pouvoir identifier le compte, conserver les traces ou bloquer la persistance d'un contenu. Leur coopération peut donc être décisive. Cette coopération devrait être organisée par des procédures internes, des points de contact, des délais de réponse, des formats standardisés de notification et des mécanismes de conservation temporaire des preuves. Le Digital Services Act, en prévoyant des mécanismes de signalement de contenus illicites et une approche proportionnée des obligations des services intermédiaires, fournit à cet égard une source d'inspiration méthodologique.⁵¹⁵⁹

La transparence relative aux systèmes d'IA constitue une autre exigence. Les titulaires de droits doivent pouvoir comprendre, au moins de manière générale, si leurs œuvres peuvent avoir été utilisées dans des ensembles d'entraînement ou si le système est conçu pour générer des contenus imitant des œuvres existantes. L'AI Act européen impose certaines obligations de documentation et de transparence pour les modèles d'IA à usage général, notamment en lien avec les contenus utilisés pour l'entraînement. Cette orientation ne règle pas tous les problèmes, mais elle confirme que la responsabilité future passera par la documentation des systèmes et la capacité à rendre compte des choix techniques.⁵¹⁶⁰

La perspective d'évolution doit aussi intégrer le droit marocain. Le Maroc dispose de textes importants en matière de propriété intellectuelle, de données personnelles, de cybersécurité et de cloud, mais l'articulation entre ces régimes reste à consolider pour les situations d'IA générative. Une réforme ou des lignes directrices pourraient préciser les obligations des prestataires cloud lorsqu'ils hébergent des systèmes d'IA susceptibles de générer des contenus protégés : conservation minimale de certaines traces, coopération en cas de notification, encadrement contractuel des usages illicites, exigences de sécurité et de réversibilité, et procédures de traitement des réclamations de propriété intellectuelle.⁵¹⁶¹

Enfin, l'évolution du régime de responsabilité doit préserver un équilibre. Les titulaires de droits ont besoin de protection, les utilisateurs ont besoin de liberté créative, les prestataires cloud ont besoin de sécurité juridique et la société a besoin d'innovation. Le droit ne doit pas empêcher le développement de l'IA, mais il doit empêcher que l'opacité technique serve d'écran à l'irresponsabilité. La responsabilité des prestataires cloud doit donc être construite comme une responsabilité de diligence et de coopération, plus que comme une responsabilité automatique. Cette approche permet de responsabiliser les acteurs sans leur imposer une obligation impossible de contrôle permanent.⁵¹⁶²

⁵¹⁵⁹ Union européenne, Règlement (UE) 2022/2065 (Digital Services Act), précité.

⁵¹⁶⁰ Union européenne, Règlement (UE) 2024/1689 (AI Act), précité.

⁵¹⁶¹ Loi n° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins, précitée; Loi n° 05-20 relative à la cybersécurité, précitée; Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, précitée; Décret n° 2-24-921 du 22 octobre 2024 relatif au recours aux prestataires de services cloud, précité.

⁵¹⁶² Union européenne, Règlement (UE) 2022/2065 (Digital Services Act), précité.

Conclusion

La responsabilité des prestataires de cloud face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'intelligence artificielle révèle l'une des tensions majeures du droit numérique contemporain. Le cloud computing rend possible l'entraînement, l'exécution, l'hébergement et la diffusion des systèmes d'IA. L'intelligence artificielle générative, de son côté, multiplie les situations dans lesquelles des œuvres protégées peuvent être reproduites, imitées, transformées ou diffusées sans autorisation. Entre ces deux dynamiques, le prestataire cloud occupe une position stratégique mais juridiquement ambivalente : il n'est pas toujours l'auteur direct de l'atteinte, mais il détient souvent les moyens techniques permettant de prévenir, limiter, documenter ou faire cesser la violation.

L'analyse a montré que la difficulté principale réside dans la qualification juridique du rôle du prestataire. Lorsque celui-ci agit comme un simple fournisseur d'infrastructure, sa responsabilité doit rester limitée et subordonnée à la connaissance effective de l'atteinte ou à une faute de diligence. Lorsqu'il propose des services intégrés d'IA, contrôle les conditions de génération ou participe activement à l'organisation du service, son rôle devient plus substantiel et peut justifier des obligations renforcées. La responsabilité ne doit donc pas être pensée de manière uniforme, mais selon une logique graduée fondée sur le contrôle, la connaissance, la capacité d'intervention et la coopération.

Les régimes classiques de responsabilité civile et de propriété intellectuelle demeurent utiles, mais ils montrent leurs limites face à la complexité de l'IA et du cloud. La faute, le lien de causalité, la contrefaçon et l'imputabilité sont plus difficiles à établir lorsque les actes sont automatisés, fragmentés et distribués entre plusieurs acteurs. La violation peut résulter d'une chaîne technique dans laquelle interviennent l'utilisateur, le fournisseur du modèle, le prestataire cloud, la plateforme de diffusion et parfois plusieurs sous-traitants. Cette pluralité impose une méthode d'analyse fonctionnelle plutôt qu'une application mécanique des catégories classiques.

La preuve constitue le point décisif. Sans logs, métadonnées, historiques de requêtes, versions de modèles, traces d'accès ou mécanismes de traçabilité, la responsabilité reste théorique. Les titulaires de droits peuvent constater une atteinte sans pouvoir identifier l'auteur ni démontrer le rôle du prestataire. L'environnement cloud crée une asymétrie informationnelle qui doit être compensée par des obligations raisonnables de conservation, de coopération et d'auditabilité. Toutefois, ces obligations doivent respecter la protection des données personnelles, le secret des affaires, la sécurité des systèmes et la proportionnalité.⁵¹⁶³

La réponse à la problématique peut donc être formulée ainsi : la responsabilité des prestataires de cloud en cas de violations de la propriété intellectuelle générées par l'IA doit être déterminée à partir d'une appréciation concrète de leur rôle dans la chaîne numérique et de leur comportement probatoire. Le prestataire ne doit pas être automatiquement responsable du seul fait que ses infrastructures ont été utilisées. En revanche, il peut engager sa responsabilité lorsqu'il joue un rôle actif, lorsqu'il a connaissance effective d'une atteinte précise, lorsqu'il dispose d'une capacité raisonnable d'intervention et lorsqu'il ne prend pas les mesures nécessaires pour préserver les preuves, coopérer ou limiter la persistance du dommage. Les perspectives d'évolution du droit doivent aller vers une clarification du statut des prestataires cloud, une meilleure articulation entre propriété intellectuelle, responsabilité numérique et régulation de l'IA, ainsi qu'un renforcement des obligations de traçabilité. Le droit marocain pourrait s'inspirer des dynamiques européennes et internationales tout en

⁵¹⁶³ Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, précitée; CNDP, op. cit., 2023; National Institute of Standards and Technology, AI RMF 1.0, précité.

tenant compte de ses propres instruments, notamment la loi n° 2-00 sur les droits d'auteur et droits voisins, la loi n° 05-20 sur la cybersécurité, la loi n° 09-08 sur les données personnelles et le décret n° 2-24-921 relatif aux prestataires cloud dans les environnements sensibles. L'enjeu n'est pas seulement de sanctionner les violations, mais d'organiser une gouvernance préventive des risques de propriété intellectuelle dans les environnements cloud et IA.⁵¹⁶⁴

En définitive, l'intelligence artificielle générative oblige le droit à repenser la responsabilité au-delà de l'auteur humain direct. Le cloud oblige, quant à lui, à penser la preuve au-delà du support matériel visible. La rencontre entre ces deux technologies impose un droit plus fonctionnel, plus probatoire et plus coopératif. La responsabilité des prestataires cloud doit être construite comme une responsabilité de diligence numérique : une responsabilité qui n'écrase pas l'innovation, mais qui empêche que la complexité technique devienne un refuge pour l'irresponsabilité.

bibliographie

- (1) Abbott, R. (2020). The reasonable robot: Artificial intelligence and the law. Cambridge University Press.
- (2) Aplin, T., & Bently, L. (2020). Global mandatory fair use: The nature and scope of the right to quote copyright works. Cambridge University Press.
- (3) Bensamoun, A., & Loiseau, G. (2021). Droit du numérique : Contrats, innovation, données et gouvernance. Eyrolles.
- (4) Commission Nationale de Contrôle de la Protection des Données à Caractère Personnel. (2023). Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel. CNDP.
- (5) Crawford, K. (2021). Atlas of AI: Power, politics, and the planetary costs of artificial intelligence. Yale University Press.
- (6) Décret n° 2-24-921 du 18 rabii II 1446 (22 octobre 2024) relatif au recours aux prestataires de services cloud par les entités et les infrastructures d'importance vitale disposant de systèmes d'information ou de données sensibles. Bulletin Officiel du Royaume du Maroc.
- (7) Directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique. Journal officiel de l'Union européenne.
- (8) Dusollier, S. (2020). Droit d'auteur et protection des œuvres dans l'univers numérique. Larcier.
- (9) Ginsburg, J. C., & Budiardjo, L. A. (2019). Authors and machines. Berkeley Technology Law Journal, 34(2), 343-448.
- (10) Loi n° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins, promulguée par le Dahir n° 1-00-20 du 15 février 2000, telle que modifiée et complétée. Bulletin Officiel du Royaume du Maroc.
- (11) Loi n° 05-20 relative à la cybersécurité, promulguée par le Dahir n° 1-20-69 du 25 juillet 2020. Bulletin Officiel du Royaume du Maroc.
- (12) Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, promulguée par le Dahir n° 1-09-15 du 18 février 2009. Bulletin Officiel du Royaume du Maroc.
- (13) Millard, C. (Ed.). (2013). Cloud computing law. Oxford University Press.
- (14) National Institute of Standards and Technology. (2023). Artificial intelligence risk management framework (AI RMF 1.0). U.S. Department of Commerce.

⁵¹⁶⁴ Loi n° 2-00 relative aux droits d'auteur et droits voisins, précitée; Loi n° 05-20 relative à la cybersécurité, précitée; Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, précitée; Décret n° 2-24-921 du 22 octobre 2024 relatif au recours aux prestataires de services cloud, précité.

- (15) Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. (2024). Artificial intelligence and intellectual property. WIPO.
- (16) Russell, S., & Norvig, P. (2021). Artificial intelligence: A modern approach (4th ed.). Pearson.
- (17) Sirinelli, P. (2022). Propriété littéraire et artistique. Dalloz.
- (18) Union européenne. (2022). Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques (Digital Services Act). Journal officiel de l'Union européenne.
- (19) Union européenne. (2024). Règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle (AI Act). Journal officiel de l'Union européenne.
- (20) Vivant, M., & Bruguière, J.-M. (2023). Droit d'auteur et droits voisins. Dalloz.
- (21) World Intellectual Property Organization. (1996). WIPO Copyright Treaty. WIPO.
- (22) World Trade Organization. (1994). Agreement on trade-related aspects of intellectual property rights. WTO.

مجلة القانون والأعمال الدولية

International Journal of Law and Business



جامعة الحسن الأول سطات

UNIVERSITÉ HASSAN 1^{er} - SETTAT

www.Droitentreprise.com



مجلة القانون والأعمال الدولية مجلة علمية محكمة حكومية تصدر عن
جامعة الحسن الأول المغرب - مختبر البحث قانون الأعمال -
كلية العلوم القانونية والسياسية - سطات

ISSN:2509-0291 / impact factor 2.998



نشر أكاديمي محكم



معايير دولية



رؤية عالمية



<https://doi.org/10.63585/VLQV1532>

مجلة القانون والأعمال الدولية

VOLUME 11 | ISSUE 05 | NUMBER 66

الإصدار رقم 66 أكتوبر 2026

بمشاركة باحثين وأساتذة من 16 جنسية



محاور الإصدار رقم 66

القانون الجنائي	قانون الأسرة وعلوم الفقه	قانون المال والأعمال	الرقمنة والذكاء الاصطناعي
القانون الرياضي	الشغل والحماية الاجتماعية	العقار والتعمير	المساطر الإجرائية
القانون الدستوري	القانون الإداري	القانون الدولي	القانون البيئي
الدراسات بالفرنسية	الإدارة الصحية بالإنجليزية	الدراسات بالإنجليزية	العلوم السياسية

الإدارة الأكاديمية و النشر :

الاستاذ محمد افقي

المدير المسؤول :

الدكتور مصطفى الفوري

إدارة التحرير :

الدكتور رياض فخري



ISSN: 2509-0291

impact factor 2.998



www.droitentreprise.com



mforki22@gmail.com



00212687407665



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

مجلة القانون والأعمال الدولية

Revue internationale du droit des affaires



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1ER



تصدر عن
جامعة الحسن الأول بسطات

مجلة حكومية تابعة لجامعة الحسن الأول بسطات



Mforki22@gmail.com



www.droitentreprise.com



00212687407665

الاعتمادات الدولية والفهرسة



للأرشفة الدولية
وجمالية حقوق المؤلف



مؤسسة
أكبر قاعدة بيانات للمجلات
الدولية المحكمة



دليل دولي للمجلات الأكاديمية
بوفر معلومات موثوقة عن
المجلات والناشرين في
مختلف المجالات



تغطي هذه القاعدة من أكبر
وأوسع قواعد المعلومات
الإلكترونية في المكتبات الأكاديمية



معامل التأثير والاستشهادات
المرجعي العربي
Arab Citation &
Impact Factor



منصة أكاديمية متخصصة في تجميع
وفهرسة المعلومات البحثية
المحتوى العلمي لزيادة اكتشاف
الأبحاث وربطها



معرف رقمي دائم (DOI)
يستخدم لمحاكاة المحتوى
الأكاديمي وتسهيل الوصول إليه



منظمة عامة لتوثيق
الأنشطة البحثية والعلمية
للأفراد على مستوى عالمي



بعمل على تسجيل العقود علي
كيانات البحث وربطها بمعرفها، بما
وبقضا ونقشها واناحة
لستخدامها



معتمدة من طرف
HAL SCIENCE
الخزينة البيفية الفرنسية
للأبحاث العلمي العالمج



قاعدة بيانات بحثية عالمية
اكتشاف الإنتاج العلمي وتتبع
الاستشهادات والروابط البحثية



قاعدة بيانات دولية للفهرسة
وتقييم المجلات العلمية وفق
معايير الجودة الأكاديمية



مكتبة رقمية عالمية تتيح الوصول
إلى الكتب والأبحاث والوثائق
بصيغة إلكترونية



منصة لاكتشاف وإدارة
المصادر والمراجع
العلمية



منظمة ISSN لترقيم
المجلات الدولية المحكمة



قاعدة بيانات فهرسة المجلات
العلمية تشمل: الأبحاث والنشر
(ISSN) وتصنيف ذي المجلات
الفهرسية والمقالات



منصة عالمية تعتمد علي الذكاء
الاصطناعي لاكتشاف الأبحاث
وتحليلها وتوفرها الباحثين
حول العالم



منصة تساعد الأبحاث واعتماد مية
التدريس في اكتناش المجلات
المختلفة بمجلات المعامم



قاعدة بيانات العربية لتتبع
الوصول إلى المجلات المجلات
والبحوث الأكاديمية



محرك بحث أكاديمي عالمي
يُدار من جامعة بيلفيلد الألمانية
يعمل على فهرسة الأبحاث العلمية
عالية الجودة من مختلف التخصصات



مؤسسة SCIRP
تصنيف المجلات العلمية الدولي



قاعدة بيانات فهرسة
المجلات الأكاديمية والبحثية
من مختلف التخصصات



من أهم الأنظمة الحديثة للتعريف
بالمواقع العلمية الإلكترونية عبر
منح كل رابط رقماً تعريفياً فريداً



بوابة بحث من الوصول إلى
الأبحاث والبيانات المفتوحة
المتوفرة من مصادر متعددة



المعهد المغربي للإعلام
العلمي والتقني



مؤسسة
قاعدة بيانات المجلات الدولية



ZDB - قاعدة بيانات الدوريات الألمانية
تعد ZDB أكبر قاعدة بيانات للدوريات في ألمانيا،
وتوفر معلومات بيبليوغرافية دقيقة حول المجلات
والناشرين، بما في ذلك رقم التعريف (ZDB-ID)،
ISSN، اللغات، والنهات والمفتوح.

ZDB-ID: 3252561-8

ISSN: 2509-0291

CC BY 4.0

Online - Open Access

اللغات: العربية، والإنجليزية



مجلة علمية محكمة
تسهم في نشر الثقافة القانونية والاقتصادية
على المستويين الدولي والوطني

ISSN : 2509-0291
ملف الصحافة : 2017-05



مجلة حكومية
تصدر عن جامعة
الحسن الأول
سطات



تم نشر هذا المؤلف بدعم من

جامعة الحسن الأول بسطات لأجل دعم البحث العلمي

مجلة القانون والأعمال الدولية

الإيداع القانوني	: ISSN: 2509-0291- 2019 PE0018
ملف الصحافة	: 05 / 2017 ص
الطبع	: دار السلام للطباعة والنشر والتوزيع – الرباط شارع الحسن الثاني زنقة طونكان عمارة 23، رقم 2، ديور الجامع الرباط المغرب
المدير المسؤول	: الدكتور مصطفى الفوري
الهاتف	: 00212-6-87-40-65
البريد الإلكتروني	: Mforki22@gmail.com
الموقع الرسمي للمجلة	: www.droitentreprise.com http://doi.org/10.63585/VLQV1532
رابط DOI لهذا الاصدار	

تخلي أسرة تحرير المجلة مسؤوليتها عن أي انتهاك لحقوق الملكية الفكرية

جميع الحقوق محفوظة لمجلة القانون والأعمال الدولية © 2026

مجلة القانون والأعمال الدولية

منصة علمية دولية محكمة في القانون والأعمال



إدارة هيئة التحرير



أ.د. رياض فخري : مدير مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات
أ.د. طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بجامعة الحسن الأول بسطات

المدير المسؤول



أ.م. مصطفى الفوركي : مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات

نائبة المدير المسؤول



أ.د. منى كامل تربيكي : أستاذة القانون الدولي بكليات الإمارات - محكم دولي

الإدارة الأكاديمية والنشر



أ.د. محمد أفقيير : متخصص في القانون المالي و الضريبي جامعة الحسن الأول بسطات

الإدارة التقنية



أ. محمد أمين اسماعيلي : باحث في العلوم القانونية - الإدارة التقنية

روابط مهمة



الموقع الإلكتروني : www.droitentreprise.com



صفحة المجلة : www.facebook.com/droitentreprise



البريد الإلكتروني : MFORKI22@GMAIL.COM



— جودة علمية .. رؤية دولية .. تأثير مستدام —



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1^{ER}

هيئة تحرير المجلة

قانون الأعمال



- أ.د : رياض فخري : مدير مختبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- أ.د : طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : رشيد الطاهر : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عبد الكريم عباد : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : منى مسلومي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عائشة فضيل : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عز الدين بنستي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالدار البيضاء - المغرب
- أ.د : عبد الرحيم شميعة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- أ.د : نادية قايدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : نادية النحلي : أستاذة التعليم العالي بكلية الشريعة بفاس - المغرب
- أ.د : زينب الفاسي الفهري : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : المصطفى بوزمان : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي الرباط - المغرب
- أ.د : كريم أعراب : أستاذ التعليم العالي بمجموعة المعهد العالي للتجارة و ادارة المقاولات الرباط - المغرب
- د : ثاني بن علي ال ثاني : عضو محكمة التحكيم التابعة لغرفة التجارة الدولية بباريس ممثلاً دولة قطر - قطر
- د : عالي طوير : أستاذ التعليم العالي مؤهل بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي - المغرب
- د : سعد بهتي : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة ابن زهر اكادير - المغرب
- د : يونس الأزرق الحسوني : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- د : فاطمة برتاوش : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : دينا إسماعيل أبو زيد : أستاذ مشارك في القانون المدني، قسم القانون الخاص بكلية الحقوق، جامعة الملك عبد العزيز - السعودية
- دة : أمال ناجي : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد الأول بوجدة - المغرب
- دة : ناهض حنان أستاذة باحثة في قانون الأعمال جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب

القانون المدني



- أ.د : محمد بخنيف : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : منير مهدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالرباط - المغرب
- أ.د : زينب تاغيا : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : أمينة أيت حسين : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : سعاد الزروالي : أستاذة القانون المدني بكلية الحقوق جامعة ظفار سلطنة عمان
- أ.د : ياسين المفقود : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و السياسية سطات - المغرب
- أ.د : نادية أيوب : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : محمد الحبيب بداغ : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة القاضي عياض - المغرب
- د : مريم خراج : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد بن عبد الله - المغرب
- د : نهله أحمد فوزي : أستاذ القانون المدني المساعد بكلية إدارة الأعمال قسم القانون جامعة الحدود الشمالية - المملكة العربية السعودية
- د : سيف هادي عبدالله الزويني : أستاذ القانون المدني بكلية الحقوق - جامعة النهرين - العراق
- د : أسماء مصطفى عبد القادر غنيمات : أستاذة بكلية الحقوق جامعة البلقاء التطبيقية - المملكة الاردنية الهاشمية
- د : أحمد سمير الصوفي : أستاذ القانون المدني بكلية العلوم السياسية /جامعة كركوك - العراق
- د : عبدالرازق وهبه سيداحمد : أستاذ القانون المدني المساعد كلية الدراسات الانسانية و الادارية كليات عنبزة - السعودية
- د : رجائي عبد الرحمن عبد القادر عوض : أستاذ قانون المرافعات المساعد جامعة اوروك بغداد - العراق
- د : عمار شاكر محمود فيصل : أستاذ القانون المدني - جامعة تكريت - كلية القانون - العراق
- د : يوسف كبيطي : أستاذ محاضر بكلية العلوم القانونية و السياسية جامعة شعيب الدكالي الجديدة - المغرب





هيئة تحرير المجلة



القانون العقاري و الأسرة



- أ.د : ادريس الفاخوري: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : ادريس بلحساني : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : محمود ميسين: أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر أكادير - المغرب
- د : ياسين الكعيوش: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : محمد بومدين: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : محمد خلوقي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- د : يونس الحكيم : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : حسناء جبران: أستاذة التعليم العالي بجامعة محمد الخامس - الرباط - المغرب

القانون الجنائي



- أ.د : الرشيد سيد حسن محمد: عميد سابق بكلية القانون جامعة الخرطوم , أستاذ مشارك بنفس الجامعة - السودان
- أ.د : علي بن خلفان بن علي الهنائي : أستاذ القانون الجنائي المشارك ورئيس قسم علوم الشرطة بكلية الشرطة بأكاديمية السلطان قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : عبد الرحمن أسامة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : خدوج فلاح : أستاذة التعليم العالي بكلية القانون والعلوم السياسية - بسطات - المغرب
- أ.د : بناصر حاجي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : أحمد العلالي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : حسن الحريية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس- المغرب
- أ.د : شعبان محمود محمد الهواري : أستاذ القانون الجنائي المشارك كلية القانون - جامعة خليج السدرة - ليبيا
- أ.د : نعمان عطا الله الهيّتي : أستاذ القانون بكلية القانون جامعة الشارقة - الامارات العربية المتحدة
- د : ابراهيم الغندور: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : ابراهيم أشويعر: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية مراكش - المغرب
- د : فيصل كرمات : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : عبد الواحد الدافي : أستاذ التعليم العالي بجامعة شعيب الدكالي - المغرب
- د : عبير حمدي محمد حسن : أستاذة القانون الجنائي مساعد - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
- د : عبداتي الزيوكاي : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : أحمد اسامل كامل حسنية : أستاذ قانون الاجراءات الجزائية المساعد بكلية الحقوق جامعة ظفار - سلطنة عمان

قانون الشغل



- أ.د : عبد اللطيف الخالفي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : فاطمة حداد : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسلا - المغرب
- د : أمينة رضوان : رئيسة مجلة الرائدة في العلوم القانوني - المغرب
- د : لطيفة جبران: أستاذة التعليم العالي مؤهلة بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب



هيئة تحرير المجلة

قانون المعاملات الالكترونية



- أ.د : بشرى النبية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : هشام البخفاوي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية جامعة ابن زهر اكادير- المغرب
- أ.د : عبد الوهاب المعمري: أستاذ القانون / مساعد العميد لشؤون الجودة جامعة الاسراء - الاردن
- د : ضياء علي احمد نعمان : أستاذ زائر بكليات الحقوق بالمغرب
- د : محمد بومديان : أستاذ محاضر بجامعة المولى اسماعيلمكناس - المغرب

القانون الضريبي



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: عميد سابق بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب
- أ.د : أحمد العلالي : عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - المغرب
- أ.د : محمد السيد عطية ببيرس : أستاذ القانون بكلية العلوم والدراسات الانسانية بالدوامي جامعة شفاء الامارات العربية المتحدة
- أ.د : إبراهيم أحطاب : أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر - أكادير - المغرب
- أ.د : محمد محمد عبد اللطيف : أستاذ القانون العام بكلية الحقوق جامعة المنصورة مصر

القانون الإداري و الدستوري



- أ.د : ثامر محمد رخيص حسين : رئيس فرع القانون العام بكلية القانون جامعة الكوفة - العراق
- أ.د : عمر عبد الله عمر أمبارك : أستاذ مشارك بجامعة سرت - ليبيا
- أ.د : اكرامي بسيوني عبد الحي خطاب : أستاذ بجامعة شقراء - المملكة العربية السعودية
- أ.د : هالة علي : أستاذ مشارك في القانون الاداري - كلية الحقوق جامعة الاصاله - المملكة العربية السعودية
- أ.د : باسل علي عباس: أستاذ القانون باللغة الانجليزية - جامعة القادسية - العراق
- أ.د : الميلود بوطريكي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بوجدة -المغرب
- د : ميثم منفي كاظم العميدي : أستاذ مساعد - جامعة الكاظم - العراق
- د : يونس مليح : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات الرشيدية - المغرب
- د : ليلى طوير: أستاذة القانون العام بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
- د : ميثم منفي كاظم العميدي أستاذ مساعد في قسم القانون اقسام بابل جامعة الكاظم العراق
- د : ولاء خليل حسين قديمات : أستاذة العلوم السياسية/جامعة الخليل - فلسطين

القانون الدولي و العلوم السياسية



- أ.د : العميد : وسام نعمت ابراهيم السعدي : عميد كلية الحقوق جامعة الموصل - العراق
- أ.د : منى كامل تركي : أستاذ القانون بكليات الحقوق - بالإمارات العربية المتحدة
- أ.د : محمد بوبوش : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات بالناظور - المغرب
- أ.د : عبد الوهاب كريم : أستاذ التعليم العالي جامعة قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : النذير صالح الخليفة عباس : أستاذ القانون الدولي بكليات العيزة الأهلية المملكة العربية السعودية
- أ.د : احمد ناصر حسين العيساوي : تدريسي في جامعة القاسم الخضراء أختصاص قانون دولي - العراق
- د : سعد عبدالله الجعدان : دكتور في القانون الدولي

العلوم الأمنية و الاستراتيجية



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب

الرقمنة و التدبير



- د : ضياء نعمان: أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : حنان الانصاري : أستاذة التدبير بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : مصطفى خياطي : أستاذ محاضر بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب





الهيئة الاكاديمية و النشر



مجلة القانون والأعمال الدولية

د. محمد دحاني : دكتور في القانون العام

د. الهام سربوتي : دكتورة في القانون الخاص

د. سماعيلي مصطفى : دكتور في القانون الخاص

د. عبد الله المخلوق : دكتور في القانون العام

د. محمد المعروف : دكتور في العلوم القانونية و السياسية

د. عبد اللطيف ازيور : دكتور في القانون العام

د. محمد الحليمي : دكتور في القانون الخاص

ذ. يونس الصالحي : باحث بصف الدكتوراه

ذ. حمزة جابر : باحث بصف الدكتوراه بجامعة ابن زهر أكادير

ذ. محمد حفو : باحث في سلك الدكتوراه بكلية الحقوق و جدة

ذ. وصال الشرقي : باحثة بصف الدكتوراه بكلية الحقوق السويدي

ذ. دينيشي يونس : باحث بصف الدكتوراه بكلية الحقوق بسطات

ذ. خديجة جليلي : باحثة بصف الدكتوراه بدار الحديث الحسنية

د. عبد الكريم بالهدي : دكتور في القانون الخاص

ذ. فاطمة أفقير : محامية بهيئة أكادير

ذ. التوزاني محمد : باحث بصف الدكتوراه

ذ. عمر الفطواكي : دكتور في القانون الخاص

ذ. حلومي سعيدة : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. المهدي البوعزيزي : باحث بصف الدكتوراه

ذ. الخضراوي عبد الهادي : باحث بصف الدكتوراه

ذ. ايمان مجدوب : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. بسمة خروبي : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه

ذ. هاجر جيور : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. هاجر ماحي : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. رشيد الدغور : باحث بصف الدكتوراه

ذ. صفاء خلوقي : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. عبد الواحد الركيكلي : باحثة بصف الدكتوراه

ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه

ذ. مصطفى رمضان عبد القادر

مدرس مساعد بجامعة دهوك التقنية - معهد ناكري - ممثل المجلة في العراق

ذ. عادل عبد الله عزيز

مدرس بجامعة التقنية الشمالية . الكلية التقنية الادارية الموصل العراق

ذ. باسل علي عباس

أستاذ بجامعة القادسية - العراق

د. محمد حمدي عبد العليم علا -

كلية الحقوق جامعة طنطا مصر

د. الحسن اليوسي : دكتور في الحقوق إطار بوزارة الاقتصاد و المالية

د. هشام بلخنفر : محام بهيئة اكادير - دكتور في الحقوق

د. أسماء مقاص : دكتورة في الحقوق - مسؤولة العلاقات العامة بالمجلة -

د. حكيمة مؤذن : دكتورة في العلوم القانونية و السياسية

د. محمد بلحاج الفحصي : دكتور في الحقوق

د. يوسف تملكوتان : دكتور في القانون الخاص

د. نبيل لبيب : دكتور في القانون الخاص

د. المهدي بوي : دكتور في الحقوق

ذ. قمرية قباب : دكتورة في القانون الخاص

د. خالد هيدان : دكتور في القانون الخاص

د. يوسف كييطي : دكتور في القانون الخاص

ذ. حيدا عز الدين : دكتور في القانون الخاص

د. معاذ الخيار : دكتور في القانون الخاص

ذ. محمد أويالاك : محام بهيئة الرباط

ذ. نبيل سدري : دكتور في القانون الخاص

د. بيشا حسان : دكتور في القانون الخاص

ذ. مريم زان : دكتورة في القانون العام

د. هودي لمخايل : دكتورة في القانون الخاص

د. معاذ الخيار : دكتور في القانون العام

د. فضيل ناصري : دكتور في البلاغة و تحليل الخطاب

د. عبد المغيث الحاكمي : دكتور في القانون الخاص

د. عبد الاله شني : دكتور في القانون الخاص

د. فردوس القاسمي : دكتورة في القانون الخاص

د. يوسف ايت اعمر : دكتور في القانون الخاص

د. زكرياء بليلاچ : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية

د. محمد الادريسيس حسني : دكتور في القانون الخاص

د. عبد العزيز الهلالي : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية

د. محمد عبد الجليل الشيخ القاضي : دكتور في الحقوق -

رئيس مركز نواكشوط للدراسات القانونية و الإجتماعية

د. محمد يحظيه ولد البكاي : دكتور في الحقوق -

ممثل المجلة في موريتانيا

د. الريكاظ لحسن : دكتور في القانون الخاص

د. كوثر الرفاعي : دكتورة في القانون الخاص

د. فاطمة امراج : دكتورة في القانون العام و العلوم السياسية



www.droitentreprise.com



mforki22@gmail.com



مجلة علمية محكمة تعنى بنشر الدراسات
و الابحاث في مختلف فروع القانون

28	الابتكار في البحث العلمي المدعوم بالذكاء الاصطناعي الوكيل الاتجاهات والتطبيقات والتحديات الناشئة الدكتورة: خلود محمد اللجاوي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
46	الحق في الخصوصية الرقمية وأثر انتهاكه في قيام المسؤولية المدنية والجزائية في التشريع العماني الدكتور: نزار حمدي قشطة رئيس قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان) المحامي: إبراهيم بن خلفان السليمي محام وباحث في القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان)
68	التضليل السيبراني وهندسة الإدراك الرقمي: نحو إعادة بناء الحماية القانونية لنزاهة المعلومات والسيادة الإدراكية في عصر الذكاء الاصطناعي الدكتور: يونس مليح أستاذ محاضر مؤهل بجامعة مولاي إسماعيل - مكناس - كلية العلوم القانونية والسياسية بالرشيدية عضو فريق البحث في الدراسات القانونية والاجتماعية والسياسية
82	الذكاء الاصطناعي وتطبيقاته في المجال الشرطي: دراسة تحليلية في ضوء التجربة الإماراتية والممارسات الدولية الدكتور: خالد عبد الله الزعابي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - أبو ظبي
94	أثر التحول الرقمي على كفاءة اتخاذ القرار الإداري: دراسة تطبيقية على مؤسسة أطباء بلا حدود في قطاع غزة الدكتور: أحمد فرج أحمد أبو جزر أستاذ مساعد في تخصص إدارة الأعمال - جامعة فلسطين - قطاع غزة
111	حماية الأطفال من الاستخدام الرقمي الإشكالي دراسة مقارنة للسياسات التشريعية والتنظيمية والوقائية في الإمارات والمملكة المتحدة وأستراليا الباحث : علي حمود حمدان النعيمي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
130	الذكاء الاصطناعي وإشكالية المحتويات الزائفة الدكتورة: سميرة أصبان دكتورة في القانون العام والعلوم السياسية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
142	حدود حرية النشر عبر منصات التواصل الاجتماعي في مواجهة حق الطفل في الخصوصية: دراسة تحليلية مقارنة في التشريع القطري الباحث: سعود عبد العزيز البوهاشم السيد باحث متخصص في العلوم القانونية
158	الوساطة الإلكترونية في تسوية المنازعات الدكتورة: نبيلة الغشيم دكتوراه في القانون الخاص

167	إمكانات توظيف الذكاء الاصطناعي التوليدي في تصميم استراتيجيات تعلم تكيفية لتعزيز الوعي بالأمن السيبراني - دراسة تحليلية المقدم الدكتورة : بدرية علي الحوسني عضو هيئة تدريس في كلية الشرطة/ دولة الإمارات العربية المتحدة والطالب الباحث : عبدالله محمد عمر القاسمي
188	حماية المعطيات الشخصية بالمغرب في ظل تصاعد التهديدات السيبرانية: مقارنة قانونية تقنية لتحقيق التوازن بين الأمن والخصوصية الباحثة : حسناء الشقوري باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي
204	التحيز الخوارزمي في القرارات الإدارية المبنية على خوارزميات الذكاء الاصطناعي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة: مشاعل عابد الحربي طالبة ماجستير - قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
233	الحماية الجنائية للأنظمة الذكية والمعلوماتية في التشريع القطري: دراسة تحليلية الباحث: تميم ياسر عبد الله محمد البلوشي باحث متخصص في العلوم القانونية
252	الرقمنة والتواصل السياسي: الفرص والتحديات الباحث: رضوان النكادي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس الباحث يوسف الإدريسي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس تحت إشراف الأستاذ الدكتور: محمد فقيهي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس، تخصص القانون الدستوري وعلم السياسة
265	قانون الضمان الاجتماعي في مواجهة التحديات الرقمية والاجتماعية الباحثة فرح الزوجال باحثة بسلك الدكتوراه القانون الخاص - مختبر القانون والمجتمع والرقمنة - جامعة عبد المالك السعدي بطنجة
279	توظيف تقنية البلوك تشين في إجراءات الترخيص التشغيلي للاستثمار الأجنبي بالمملكة العربية السعودية الدكتور : علاء الدين محمد سيد محمد أبو عقيل أستاذ القانون الإداري المشارك - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز
304	رقمنة السجل التجاري في القانون المغربي والمقارن: قراءة في الإطار القانوني ومستجدات الإصلاح الدكتور : عبد الحميد اشتوك دكتور في القانون الخاص - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادير - جامعة ابن زهر -
319	أثر الاقتصاد الرقمي في جذب الاستثمار الأجنبي المباشر: دراسة مقارنة بين فلسطين ومصر (2008-2024) الباحث: هشام عبد الكريم إبراهيم الكحلوت باحث دكتوراه - قسم الاقتصاد - جامعة البطانة

التحول الرقمي في مجال الشركات التجارية الباحث: أيوب بنقاسم طالب باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص جامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - مركز دراسات الدكتوراه في القانون والاقتصاد تحت إشراف الدكتور: علال فالي أستاذ التعليم العالي، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال، جامعة محمد الخامس، الرباط.	334
عيوب الإرادة في العقود الإلكترونية - بين كفاية القواعد التقليدية و متطلبات الثقة الرقمية - الباحثة : فاطمة الزهراء جبارة طالبة باحثة بسلك الدكتوراه	343
● محور قانون المال و الأعمال	
الحماية الجنائية للاستثمار الأجنبي في المملكة العربية السعودية في ضوء رؤية 2030 الأستاذ الدكتور: شاكر بن مقبل العصيمي أستاذ القانون الجنائي المشارك - عميد كلية العدالة الجنائية وعلوم الجريمة جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية - الرياض - المملكة العربية السعودية	365
رهن السندات في القانون الموريتاني دراسة تحليلية مقارنة في ضوء إصلاح الضمانات المنقولة الدكتور: العالم الحسن عالي أستاذ متعاون بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة نواكشوط	375
الآثار القانونية المترتبة على فسخ عقد التأمين الصحي وفقا للقواعد الخاصة بعقود التأمين في التشريع الأردني الدكتور: فيصل موسى الحباري أستاذ مساعد - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن الدكتور: علي محمد الزعبي أستاذ القانون المدني - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن	385
الالتزامات القانونية الناشئة عن العقود التجارية في ظل التحول الرقمي في الأردن (دراسة تطبيقية على عقود البيع الإلكتروني والخدمات الرقمية) الأستاذ الدكتور: عبد الله حميد الغوييري أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر الدكتور: أسعد خليفة سلمان بني حسن أستاذ القانون التجاري المساعد - نقابة المحامين الأردنيين الأستاذ الدكتور: عثمان النور عثمان الحاج أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر	401
دعوى المنافسة غير المشروعة كوسيلة لحماية العلامة التجارية: دراسة مقارنة الدكتور: مولاي أحمد سالم أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط - موريتانيا	419
البيانات الشخصية كعنصر في الأصل التجاري: إشكالية التوفيق بين تسليع الزبناء وحماية المعطيات الشخصية الدكتورة: إيمان التيس أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - جامعة مولاي إسماعيل - مكناس	435

آليات تحديد خصوم المرافعة من طرف جهاز السنديك الدكتور: جمال حميدا دكتور في القانون الخاص	441
مسطرة الإعفاء في قانون المنافسة المغربي والفرنسي الباحثة: غيثة الدريوش طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط تحت إشراف الأستاذة الدكتورة: بشرى النية أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط	451
آليات تحسين مناخ الأعمال بين تنزيل النموذج التنموي الجديد وقانون الإطار للإصلاح الجبائي الباحث: عبد المجيد زيان باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية المحمدية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء	461
خصوصية التنفيذ على أسهم شركات المساهمة المدرجة بالبورصة الباحث: ادوحسين المحفوظ باحث بسلك الدكتوراه - مختبر القانون والمجتمع، تكوين الدكتوراه في العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن زهر أكادير	475
فعالية الضمانات العينية المقيدة في مواجهة مساطر صعوبات المرافعة: دراسة تحليلية في ضوء التشريع المغربي الباحث: عبد العالي الزنافري طالب باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن طفيل القنيطرة	489
الوساطة بين القانون 95.17 و قانون المسطرة المدنية الدكتورة نهال اللواح أستاذة جامعية بكلية الحقوق بطنجة الكاتبة العامة للمركز المغربي للتحكيم ومنازعات الأعمال رئيسة تحرير المجلة المغربية للتحكيم العربي و الدولي	503
مسؤولية الناقل البحري في ضوء الاتفاقيات الدولية والنظام البحري التجاري السعودي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة : منار محمد الغامدي باحثة ماجستير في القانون الخاص، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز تحت إشراف الدكتورة : هادية أحمد بالخير أستاذ مشارك في القانون التجاري، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز	508
حدود سلطة المحكم في التحكيم التجاري الدولي الباحثة : عفاف صبار طالبة في سلك الدكتوراه جامعة القاضي عياض مراكش	544
أثر استراتيجيات ريادة الأعمال على التعليم الجامعي لدى الجامعات الفلسطينية في المحافظات الجنوبية الفلسطينية الباحث : مروان محمد ثابت مشتهى باحث اكاديمي-تخصص إدارة الأعمال	556

• محور قانون الأسرة وعلوم الفقه

577	حماية النسب واستقرار الأسرة من المخاطر الرقمية: دراسة موضوعية ومقاصدية معمقة لاختبارات الأنساب التجارية في ضوء مدونة الأسرة المغربية الدكتورة: سناء المتدين أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية بطنجة
588	منهج الإمام البيضاوي في ضوء القراءات القرآنية: دراسة تحليلية الباحث: بلال جبر خميس عماد محاضر أكاديمي غير متفرغ بالجامعة الإسلامية - قطاع غزة
601	منظومة القيم الصوفية ورهان النموذج التنموي المغربي: مقارنة قانونية مؤسسية الباحث: عبد الإله ذهبي طالب باحث بسلك الدكتوراه جامعة سيدي محمد بن عبد الله - ظهر المهرز - فاس - المغرب
621	فتاوى الإمام ابن باز الفقهية الواردة في كتاب مجموع فتاوى الإمام ابن باز (زكاة الفطر) الباحث: عمرو زهير محمود نوفل باحث في العلوم الشرعية والإسلامية

• محور القانون الجنائي

638	الضمانات الجنائية الإجرائية للدليل الرقمي - دراسة مقارنة الدكتور: إبراهيم عبد الصمد صالح البلوشي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - دولة الإمارات العربية المتحدة
658	المسؤولية الجنائية الدولية عن "التحريض الألي" على الإبادة الجماعية الدكتور: علي ناجي صالح الأعوج الأستاذ المشارك بقسم القانون الدولي العام - كلية الشريعة والقانون - جامعة صنعاء
714	التفتيش الجنائي على ضوء قانون المسطرة الجنائية الجديد 03.23 الدكتورة: سكينه غزاوي دكتورة في القانون الخاص أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات
727	سرقة القوى المحرزة الباحث نور الدين طارق الرجبي باحث بسلك الدكتوراه
742	المصادرة والإجراءات التحفظية في مكافحة غسل الأموال الباحث: الجازي الكبيسي كلية القانون - جامعة لوسيل - دولة قطر
757	دور مبدأ إقليمية القانون الجنائي في تحديد الاختصاص القضائي للجرائم الإلكترونية الباحث: المهدي لهبي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط

764	المحكمة الجنائية الدولية: حدود العدالة الجنائية في ظل التوازنات السياسية الدولية - دراسة تقييمية الباحثة: فلة رياض هاشم أبو الرب شعبة القانون العام والعلوم السياسية - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط
781	مدى ارتباط جريمة الفساد بغسل الأموال دراسة تحليلية على ضوء اتفاقيتي غسل الأموال ومكافحة الفساد الأستاذة الباحثة: روضة محمد علي العبد الله جامعة لوسيل - دولة قطر
795	الحماية الجنائية للبيانات الشخصية في قطر الباحث: صالح فرج صالح مبارك التركي باحث متخصص في العلوم القانونية والجنائية
808	دور النيابة العامة في جرائم الشيك الباحث: هشام حدادي باحث بسلك الدكتوراه في كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس
● محور القوانين المسطرية و الاجرائية	
825	الحماية القانونية للمتطوع في دولة الإمارات العربية المتحدة (دراسة تحليلية مقارنة في ضوء التشريع الاتحادي والتنظيم المحلي في إمارتي دبي وأبوظبي) الدكتور: عبد الله سالم محمد فاضل الحضرمي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة وزارة الداخلية - دولة الإمارات العربية المتحدة
837	مبدأ سلطان الإرادة في العقد وحدوده في ظل التدخل التشريعي - دراسة في ضوء قانون الالتزامات والعقود والنصوص ذات الصلة - الدكتور: محفوظ أحمد سيد عبد الله دكتور في القانون الخاص
853	إشكالية التضخم التشريعي وأثره على الأمن القانوني الدكتور: أمحمد الأحمد دكتور في العلوم القانونية والسياسية أستاذ زائر بجامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي
867	نظام الضمان في التشريع الجمركي بالمغرب الدكتور: عجان عزيز دكتور في القانون الخاص - تخصص العلوم الجنائية
887	الإلغاء الاستباقي للعقد كآلية لمواجهة خطر الإخلال المتوقع - دراسة مقارنة الباحثة: تمارا سعد مغامس باحثة بسلك الدكتوراه تخصص: القانون الخاص - الجامعة الإسلامية في لبنان
907	التدخل القضائي في تأويل العقد الاستهلاكي: بين أسس حماية التوازن وحدود الأمن التعاقدية. الباحثة: دعاء الشلي باحثة بسلك الدكتوراه

التسليم في العقود العينية: دراسة في المفهوم والطبيعة والوظائف في التشريع الموريتاني الدكتور : مولاي عبد الرحمن اد/ مولاي إسماعيل دكتور في القانون الخاص	919
سبب رفع دعوى إشهار إفلاس المدين في المدارس القانونية المعاصرة والشريعة الإسلامية "دراسة فقهية تطبيقية تطبيقاً على النظام القانوني السوداني" الدكتور: سامي عبد الحميد إبراهيم أحمد الأستاذ المشارك بكلية الحقوق جامعة الملك فيصل المملكة العربية السعودية وكلية الشريعة جامعة القرآن الكريم والعلوم الإسلامية-السودان.	931
• محاور قانون العقار و التعمير	
التنظيم القانوني للمعاملات العقارية ذات الطابع التجاري في المملكة العربية السعودية: نحو منظومة تشريعية مستدامة الدكتورة : زبيدة عبد الهادي اتييم كلية القانون - جامعة الأمير سلطان	959
الرهن العقاري بين الفقه المالكي والقانون الموريتاني الدكتور: محمد الأمين أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط	980
دور فقه المحافظة العقارية في تكريس ضوابط النظام العام التعاقدية الدكتور: عبد الهادي رشدي دكتور في الحقوق عضو مركز الرحامنة للأبحاث والدراسات القانونية والاجتماعية والإنسانية أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب	997
توثيق التصرفات الواردة على تقسيم العقارات: دراسة تحليلية في ضوء القانون 25.90 الباحث: الحسن أندوري باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة باحثة في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1031
القرارات السلبية للمحافظ على الأملاك العقارية في مسطرة التحفيظ العقاري: بين سلطة الإلغاء والرفض وضمانات المشروعية الباحثة: كوثر الغزال طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الأستاذة الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة محاضرة مؤهلة - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1047
تطبيقات الخبرة في منازعات العقار ورقابة القضاء عليها الباحث: سفيان شايب باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط	1065

1083	المرأة السلالية ورهان التنمية المستدامة وفق القوانين الجديدة الباحث: مصطفى بن لغريسي طالب باحث بسلك الدكتوراه - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس الدكتور: عبد العالي لعديري أستاذ باحث - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس
1094	المكانة الجديدة للمرأة السلالية بين حيف الأعراف وتدخل القانون الباحثة: إيمان فضلي طالبة باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية عين السبع - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء مختبر الهندسة متعددة التخصصات للأعمال والمهارات الناعمة والتدبير والقانون (LIASMAD) محامية بهيئة المحامين بسات
	• محور قانون الشغل و الحماية الاجتماعية
1110	اختراعات الأجراء: أية مقارنة قانونية لحماية حقوق أطراف عقد الشغل؟ الدكتورة: نادية المشيشي أستاذة باحثة في قانون الأعمال كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط
1122	كرونولوجيا الاجتهاد القضائي بشأن الطبيعة القانونية لمسطرة الفصل بسبب الخطأ الجسيم (دراسة تحليلية نقدية) الدكتور: رشيد الزعيم دكتور في القانون الخاص - جامعة محمد الخامس بالرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - سلا
1134	مفتشية الشغل بين الرقابة والوساطة في منازعات الشغل الباحثة : شيماء الجباري الحسني باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء الدكتورة: ابتسام بلحداد أستاذة التعليم العالي - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
1146	التعليم التقني والمهني وتمكين المرأة في فلسطين: دراسة حالة في الكلية الجامعية الذكية للتعليم الحديث الباحثة : آسيا القواسمي باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية الأستاذ الدكتور: توفيق السعيد أستاذ التعليم العالي - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية
1159	أثر القيادة الابتكارية على التميز المؤسسي لدى العاملين في مجمع الشفاء الطبي بقطاع غزة الباحث: رائد خميس محمود حماد متخصص في إدارة الأعمال - قطاع غزة
1180	دور الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات في إرساء أسس الدولة الاجتماعية الباحث: عياد باتي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات، مختبر البحث في قانون الأعمال مفتش الشغل من الدرجة الثانية

1192	مفتش الشغل بين الرقابة والتصالح: دراسة في ازدواجية الوظيفة وآثارها على علاقات الشغل الدكتورة : وسيلة جلال دكتورة في القانون الخاص
1205	مسطرة الاستماع للأجير في ضوء التحول الرقمي الباحث: مراد البورقادي باحث في سلك الدكتوراة، مختبر الدراسات والأبحاث في القانون الخاص، الهندسة القانونية والتنمية المستدامة، كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس - متخصص في قضايا قانون الشغل وتدير العلاقات المهنية
● محور القانون الرياضي	
1215	تحولات عقود الرعاية الرياضية في ضوء الممارسة القانونية الدكتور: محمد الحليمي دكتور في الحقوق أستاذ زائر بالكلية المتعددة التخصصات بالعرائش
1231	حماية القاصر في الرياضة: بين النظرية والممارسة الدكتور: يوسف أبويعقوب دكتور في الحقوق أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان الدكتورة: أحلام عليمي أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان - منسقة ماستر المنازعات والتحول الرقمي رئيسة فريق البحث في السياسة الجنائية والأمن الأسري والعقاري بمختبر الدراسات والأبحاث القانونية والسياسية والتنمية مكافحة تعاطي المنشطات في المجال الرياضي: دراسة في مدى ملائمة التشريعات الوطنية للمقتضيات الدولية - حالة القانون رقم 06.23
1241	الدكتور: حميد اسليماني دكتور في القانون العام والعلوم السياسية - أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
● محور القانون البيئي	
1258	قراءة في القوانين البيئية بالمغرب الدكتور: وليد حديديوي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية، جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
1269	الطاقات المتجددة والهيدروجين الأخضر: "من الأمن الطاقى إلى السيادة الطاقية" الدكتور المصطفى حيان دكتور في القانون العام والعلوم السياسية باحث في السياسات العمومية جامعة القاضي عياض، مراكش أستاذ زائر بكلية الحقوق بالمغرب
محور القانون الدولي	
1282	مدى كفاية قواعد القانون الدولي الإنساني لحماية المدنيين أثناء حرب المدن (حرب السودان 15 أبريل 2023م - نموذجاً) الدكتور موسى محمد مصباح استاذ مشارك كلية القانون، جامعة النيلين - السودان
1298	الحصانات والامتيازات الدبلوماسية للمبعوث الدبلوماسي في فقه المالكية والقانون الدولي دراسة فقهية قانونية مقارنة. الدكتور : مهدي بن عبد الكريم الصوتي باحث من جامعة القرويين كلية الشريعة-أكادير.

تطور الذكاء الاصطناعي وخروجه عن السيطرة تهديدات ومخاطر الدكتور سيف محمد سيف السويدي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي بالاشتراك مع الدكتور ممدوح خليل البحر عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي	1320
أزمة الهجرة والنزوح القسري في ظل النزاعات في غرب إفريقيا الباحثة : ليلي اليحيوي باحثة في القانون الدولي بجامعة محمد الخامس الرباط	1342
المغرب والعمق الأفريقي: الأبعاد الجيواقتصادية والأمنية لمبادرة الأطلسي ومشروع أنبوب الغاز (نيجيريا - المغرب) الباحث : إبراهيم النوحى باحث في السنة الخامسة من سلك الدكتوراه في القانون العام والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بالمحمدية	1359
النزاع في منطقة الأحواز (إيران) الباحثة / بدور آل خليفة طالبة في ماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة جامعة لوسيل دولة قطر بإشراف الدكتور / محمد اوريا	1373
الشرق الأوسط ما بعد الحرب الإيرانية الأمريكية: تحولات القوة وإعادة تشكيل النظام الإقليمي الباحث : بدر بتال العتيبي باحث في الشؤون الدولية والسياسات العامة حاصل على درجة الماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة	1387
● محور القانون الإداري	
هل أن أوان التحكيم الضريبي في المغرب؟ من منطق الحظر إلى إمكان بناء عدالة جبائية بديلة دراسة تحليلية في القانون المغربي على ضوء مستجدات 2026 الدكتور مصطفى الفوركي دكتور في القانون الخاص	1407
المصادر الشرعية للقضاء الإداري السعودي الدكتور فيصل بن صبر اللويش الشمري الأستاذ المساعد بقسم القانون في كلية الشريعة والقانون بجامعة حائل	1428
وقف تنفيذ القرار الإداري السلبي دراسة مقارنة المحامي الدكتور انمار هيثم نعمة الساعدي رئيس القسم القانوني كلية القانون جامعة اوروك-بغداد المحامي الدكتور رجب محمد ندا رئيس قسم القضايا بالإصلاح الزراعي محاضر القانون الإداري بكلية القانون مصر الدكتور رجائي عبدالرحمن عبدالقادر عوض أستاذ قانون المرافعات المدنية المساعد كلية القانون جامعة اوروك -بغداد	1449

1467	"التعويض غير النقدي في القضاء الإداري السعودي" الدكتور : محمد بن عبدالله بن محمد الملحم أستاذ مساعد-كلية الحقوق-جامعة الملك فيصل بالأحساء-المملكة العربية السعودية
1487	"البرامج الميزانية" كرافعة لتكريس نجاعة المالية العمومية وتعزيز المسؤولية التدبيرية الدكتور: فهد فيلالي، دكتور في القانون العام جامعة سيدي محمد بن عبد الله إطار إداري وباحث في التدبير العمومي والحكامة المالية
1508	دور الآليات الحديثة للتدبير والتسويق الترابي في ضمان تنافسية المجال الدكتور هشام عميد دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الأول- سطات
1524	سلطة التعيين في الوظائف السامية في دول المغرب العربي الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط- موريتانيا
1535	التحكيم في منازعات عقود المقاولات العمومية وحدود التحول في ضوء مستجدات قانون التحكيم المغربي الجديد رقم 95.17 الدكتور محمد علالي دكتور في القانون الاقتصادي أستاذ باحث بالمركز الجهوي لمهن التربية والتكوين لجهة سوس ماسة/أكادير
1561	العدالة الضريبية بالمغرب: بين الحق والواجب الدكتور إبراهيم بنفراج أستاذ زائر بجامعة ابن زهر
1581	المنهجية الجديدة لإعداد مشروع قانون مالية السنة بالمغرب في ضوء الكتلة الدستورية للمالية العمومية الدكتور : محمد أحتيتيش دكتور في القانون العام، جامعة سيدي محمد بن عبد الله بفاس
1596	تطور شروط المصلحة في دعوى الإلغاء بين التوسع والتقييد القضائي: دراسة تحليلية مقارنة الدكتور عبد القادر يوسف شامخ أستاذ متعاون مع كلية العلوم القانونية والسياسية بجامعة نواكشوط
1609	الرقابة الجبائية في ظل التحول الرقمي بالمغرب الباحثة : جهان المليح طالبة باحثة بسلك الدكتوراه بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
• محور القانون الدستوري	
1626	حرية التعبير في موريتانيا، دراسة في الحماية الدستورية وواقع الممارسة الدكتور الطاهر ولد أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط
1641	أسس الملكية الدستورية في المغرب الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط

المركز الدستوري لمنظمة التحرير الفلسطينية وأثره في بنية النظام الدستوري الفلسطيني الباحثة : مرام عوض عامر نصار باحثة في سلك الدكتوراه في القانون العام بحث مستخلص من أطروحة الدكتوراه الموسومة بعنوان الإرادة الدولية في وضع الدساتير الوطنية (فلسطين نموذجاً) دراسة تحليلية وصفية	1650
من الشرعية الانتخابية إلى شرعية الانجاز في النظام الدستوري المغربي الدكتور : أنوار التازي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الثاني -الدار البيضاء	1673
• محور العلوم السياسية	
اللجان النيابية لتقصي الحقائق في الممارسة البرلمانية المغربية دراسة على ضوء تجارب وممارسات دولية مقارنة - الدكتور : محمد سكي أستاذ محاضر مؤهل بجامعة محمد الخامس، الرباط باحث في القانون الدستوري والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية و الاقتصادية و الاجتماعية، سلا	1688
الأحزاب السياسية وتكوين الكفاءات وإنتاج النخب السياسية: الوظائف، الآليات، وحدود الفعل الحزبي " دراسة حالة المغرب" الباحثة : الزهرة اباحني طالبة في سلك الدكتوراه جامعة محمد الخامس الرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية و الاجتماعية سلا	1710
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية	
Minimum Wages and Overtime Premium in Light of Saudi Labor Law and the Fair Labor Standards Act (FLSA) Dr. Osama Abdulrahman Alkhamis Assistant Professor of Civil Law, Private law Department, College of Law, King Faisal University, Alahsa, Kingdom of Saudi Arabia	1724
Relationship Between Administrative, Strategic, and Training Dimensions of Total Quality Management and Performance Evaluation in Public Healthcare Facilities in the Gaza Strip Yousef. M. A. Alghoul Department of Business Administration, College of Graduate Studies, University of Al-Butana, Sudan Human Resources Planning Department, Planning and Performance Unit, Palestinian Ministry of Health, Gaza,	1749
Russia's Palestine Discourse in the Context of the Ukraine War: Anti-Westernism or a Principled Stance? Üniversite adı: Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi Danışman: Prof.Dr. MEHMET SEYFETTİN EROL İKTİSADİ VE İDARİ BİLİMLER FAKÜLTESİ ULUSLARARASI İLİŞKİLER Öğrenci: Adı- soyadı: OSAMA T.A. MORTAGA	1771

Pollen grains and their evidentiary value in criminal investigations. Saleem Isaaf Alazab 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. dr.alazab@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0001-0544-620X. Ali Ahmad Alzubi 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. alialzubi@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0005-6602-101X. Sabah Mousa Abd Alrhanman Al Momani 1 Associate Professor. in the Department of Law. Faculty of Law, Al- Balqa Applied University, Jordan, Sabah.momani@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0007-8849-8470. Wael Hakam Qutishat Teacher, in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan, 1 wael.qutishat@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0006-8843-5368.	1804
Concept of Ambiguity in Law and Language First Author of the study: El JAILI EL HAGMOHAMED ABDALLA OMER PhD Researcher in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan. Legal Advisor – Altameer Ltd Company – Riyadh – Kingdom of Saudi Arabia P.O. Box 10493 Riyadh 11433. E-mail : eljaili_net@yahoo.com Second Author of the study: Prof : Jodah Ibrahim MohamedElnor Rahama. Professor in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan	1815
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية "محور الإدارة الصحية"	
Mechanisms for Rationalizing Antibiotic Misuse among Patients in Primary Healthcare Centers in the Southern Governorates of Palestine Dr.Mohammed A. M. Abu Rayya Health consultant PhD Health Management	1883
The Impact of The Crises Challenges on The Performance of Healthcare Providers At AL- Shifa Medical Complex- Gaza Strip Dr.Wael Abdel Majeed Abdel Kareem Okasha - MOH - Gaza - PhD in Health Management	1909
محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية	
La gouvernance sportive en droit marocain (première partie) : un édifice normatif inachevé — la loi n° 30-09 et ses textes d'application Dr. Samir ABAKIL Équipe de recherche Management et Gouvernance du Sport Institut Royal de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sports (IRFC), Rabat	1935
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LE DROIT DES AFFAIRES AU MAROC : OPPORTUNITÉS, RISQUES JURIDIQUES ET PERSPECTIVES DE RÉGULATION Pr. Lamyae SAHRANE Maître de conférences habilitée à la FSJES de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Doctorante-chercheuse Nour El Houda KERMICHE Doctorante à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Université Hassan II Casablanca - MAROC	1949
Le financement participatif : Apports et risques DR . Mohamed KELLATI Enseignant chercheur, FSJP, UCD, El-Jadida	1964

La justice administrative marocaine à la lumière de la réforme du code de procédure civile n° 58.25 : transformations procédurales et enjeux de l'efficacité judiciaire Youssef Latrach Faculté des Sciences juridiques et politiques Université Sidi Mohamed Ben Abdellah - Fès	1973
La sauvegarde des entreprises en difficulté en droit marocain : fondements, mécanismes et limites Dr. Chaimaa MAROUFI Docteure en droit privé	1989
L'ÉGALITÉ DES CHANCES DANS LE DROIT DE SPORT : APPROCHE JURIDIQUE EN DROIT MAROCAIN Dr. Badre FASSI FIHRI Docteur en droit - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Fès	1999
La coopération maroco-espagnole de lutte contre l'immigration clandestine Dr. Brahim NAITOUGARZ Docteur et chercheur en droit international et relations internationales	2007
Le consentement résiduel. Stratification de l'adhésion organisationnelle et défaisance non simultanée Dr. Salma KADIRI ALAOUI Docteure en sociologie des organisations Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Université Ibn Tofail, Kénitra, Maroc	2021
La protection de l'assuré contre les clauses abusives : étude comparée des droits marocain et français Dr. Siham LAKBOUCHI Docteure en droit privé - Université Hassan II, Casablanca - MAROC Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Aïn Chock	2032
La preuve électronique : reconnaissance juridique et difficultés probatoires en droit marocain Dr. Asseya ABLI Docteure en droit	2041
LES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE FACE À LA REVOLUTION NUMERIQUE : PRINCIPES, DEFIS ET EVOLUTIONS PREVUES Chercheuse KOUASSI Amino Désirée Colombe Doctorante en droit privé - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès Encadrée par M. Abdellah MARGHICH professeur de l'enseignement supérieur à la même faculté	2058
Le consommateur entre adhésion et négociation dans les contrats de consommation électroniques El Alaoui Mohammed Doctorant Université Moulay Ismaïl (UMI) - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Meknès Laboratoire : Droit et Développement Professeur encadrant : Pr. El Bakkay EL MAAZOUZ	2069
L'intelligence artificielle comme levier de transformation des politiques éducatives : opportunités, risques et perspectives pour le système marocain EHIRI NAAMA Faculté des sciences de l'éducation - Rabat Laboratoire de recherche sur l'analyse et l'évaluation des systèmes d'éducation et de formation - Rabat	2079

La responsabilité des prestataires de cloud face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'intelligence artificielle : enjeux juridiques et défis probatoires Abir OMRI Doctorante-chercheuse Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settat - Université Hassan 1er de Settat Pr. Soumaya AKKOUR Professeure de l'Enseignement Supérieur - Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settat - Université Hassan 1er de Settat	2094
La couverture sanitaire universelle au Maroc : un levier de la réforme du système de santé ELAMIM Abdelouahed Doctorant-chercheur Doctorant en droit public - FSJES Ain Chock, Casablanca	2112
L'adaptation du droit marocain de la concurrence face aux géants du numérique : entre impératifs d'innovation, compétitivité et souveraineté économique. AZEDDINE TANOUCHE Doctorant chercheur en droit privé Laboratoire : Essor, Droit, philosophie et société Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès	2126
La loi n° 58.25 relative à la procédure civile Lecture des principales nouveautés et enjeux de mise en œuvre EL BAIR Ali Doctorant-chercheur Université Hassan 1er de Settat - Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Settat Laboratoire de Droit des Affaires	2135
L'équivalence fonctionnelle comme grille de contrôle de l'audience à distance La décision n° 255/25 de la Cour constitutionnelle marocaine et la loi n° 58.25 portant code de procédure civile Doctorant-chercheur MEHDI Nordin Doctorant en droit privé Faculté des sciences juridiques et politiques de Tanger - Université Abdelmalek Essaâdi Thèse préparée sous la direction de Monsieur le Professeur Soufiane MASRAR Adresse de correspondance : maitre.nordinmehdi@gmail.com	2145
La profession libérale d'avocat et le droit de la concurrence Doctorant-chercheur Mohammed Faouzi CHERRAQI Doctorant en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia Pr. Ahmed ALLALI Maître de conférences habilité en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia	2170

كلمة افتتاحية للاصدار رقم 66 من مجلة القانون والأعمال الدولية

بسم الله الرحمن الرحيم

العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية

يصدر العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية في لحظة تتسارع فيها وتيرة الإصلاح التشريعي، وتتبدل فيها أدوات العمل القانوني ومناهج البحث فيه. فما كان بالأمس موضوعا لاجتهاد فقهي محدود صار اليوم مادة لنصوص قانونية مستحدثة، وما كان يعد من قبيل الافتراض التقني أصبح واقعا تفرضه الممارسة على القاضي والمحامي والباحث على حد سواء. وفي هذا السياق تتحدد وظيفة المجلة العلمية: لا أن تواكب التحول وحده، بل أن تقيسه بميزان القاعدة القانونية، وتكشف ما فيه من مكاسب وما يعتريه من نقص.

وقد حرصت هيئة التحرير، في هذا العدد، على أن يكون البناء المعرفي للمجلة متوازنا في محاوره، متعدد المشارب في مواده. فقد توزعت الدراسات المنشورة بين القانون الخاص بفروعه، والقانون العام والعلوم السياسية، والقانون الجنائي، وقانون الأعمال، وقانون الشغل والحماية الاجتماعية، والقانون العقاري، والمساطر القانونية والقضائية، والقانون البيئي، والقانون الرياضي، إلى جانب الدراسات الشرعية وما يتصل بها من قضايا الأسرة والفقه، ومحور خاص بأثر الرقمنة والذكاء الاصطناعي في المنظومة القانونية، ومحور مستقل للدراسات المحررة باللغة الفرنسية.

وليس في هذا التنوع تشتيت، وإنما هو انعكاس لواقع القانون ذاته؛ إذ لم تعد الفروع القانونية جزرا معزولة، بل صارت الظاهرة الواحدة تستدعي أكثر من فرع وأكثر من منهج. ولذلك آثرنا في تقديم هذا العدد الإشارة العامة إلى محاوره دون الخوض في تفصيل كل دراسة على حدة، تاركين للقارئ أن يبني حكمه من النصوص نفسها.

ومن دواعي اعتزاز المجلة أن مواد هذا العدد وردت من باحثات وباحثين ينتمون إلى مؤسسات جامعية ومهنية متعددة داخل المغرب وخارجه، وأن بينهم أساتذة التعليم العالي وحاملي الدكتوراه والباحثين بسلك الدكتوراه وممارسي المهن القانونية. وهذا التعدد في المراتب والمشارب هو ما يمنح المجلة صفتها العلمية، ويجعلها فضاء للحوار بين النظرية والممارسة، لا منبرا لطرف دون آخر.

وقد خضعت جميع الدراسات المنشورة لمسطرة التحكيم العلمي المعتمدة بالمجلة، والتزمت هيئة التحرير في مراجعتها بمعايير الصياغة والتوثيق المقررة، مع الحفاظ على استقلالية كل باحث في آرائه واجتهاداته. فما يرد في هذه الدراسات من مواقف يلزم أصحابها وحدهم، ولا يعبر بالضرورة عن رأي المجلة.

وإننا إذ نضع هذا العدد بين يدي القارئ، نتقدم بالشكر إلى الباحثات والباحثين الذين أثروه بأعمالهم، وإلى السادة المحكمين على ما بذلوه من جهد في التقويم والتوجيه، وإلى كل من أسهم في إخراج هذا العمل إلى النور. ونجدد الدعوة إلى المشتغلين بالبحث القانوني للمساهمة في الأعداد المقبلة، بما يعزز رصيد المجلة ويخدم البحث العلمي في مجال القانون والأعمال. وبالله التوفيق.

والله ولي التوفيق

إدارة مجلة القانون والأعمال الدولية



كعادتها، تواصل مجلة القانون والأعمال الدولية ريادتها للمجلات القانونية العربية، وقد شهد الإصدار الأخير منها الموافقة على نشر 130 بحثًا بمشاركة 160 مشاركًا ما بين أستاذ جامعي ودكتور وباحث وممارس من 16 جنسية مختلفة.



هذه العسارة ناتجة بعد تحكيم أكثر من 360 بحثًا من طرف المحكمين المنضوين تحت لواء المجلة ومن مختلف الجنسيات، لأجل الوصول إلى أجود الأبحاث التي تستحق النشر.



إصدار شهر أكتوبر 2026

يعتبر الإصدار رقم 66 لمجلة القانون والأعمال الدولية من أجود الأعمال القانونية المحكمة، وقد شمل هذا الإصدار أبحاثًا من مختلف مشارب القانون موزعة على 16 محورًا.



إحصائيات العدد 66

شمل الإصدار رقم 66 (130 بحثًا)



8

باللغة الإنجليزية



19

باللغة الفرنسية



103

باللغة العربية

الجنسيات المشاركة في هذا الإصدار

 السودان 5	 قطر 7	 الأردن 8	 موريتانيا 8	 السعودية 9	 الإمارات 9	 فلسطين 13	 المغرب 89
 ساحل العاج 1	 تركيا 1	 مصر 1	 البحرين 1	 اليمن 1	 العراق 2	 سلطنة عمان 2	 لبنان 3

عدد الأبحاث	محاور الإصدار رقم 66
20	محور الرقمنة والذكاء الاصطناعي
15	محور قانون المال والأعمال
4	محور قانون الأسرة وعلوم الفقه
10	محور القانون الجنائي
8	محور المساطر الإجرائية
8	محور العقار والتعمير
8	محور قانون الشغل والحماية الاجتماعية
3	محور القانون الرياضي
2	محور القانون البيئي
7	محور القانون الدولي
12	محور القانون الإداري
4	محور القانون الدستوري
2	محور العلوم السياسية
6	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية
2	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية: الإدارة الصحية
19	محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية
130 بحثًا	المجموع